PES

SOCIALISTS & DEMOCRATS

Montrer la voie vers

des villes progressistes et durables

Avant-propos

Lorsque nous, socialistes et démocrates, nous sommes engagés à relever les défis auxquels sont confrontés les citoyens de toute l'Europe dans notre manifeste pour les élections européennes de 2019, c'était dans le but de mettre fin à une décennie d'austérité néolibérale qui avait détruit notre tissu social, nos services publics et nos moyens de subsistance. Les citoyens européens, jeunes et vieux, habitants des villes et des campagnes, avaient besoin d'aide pour obtenir un emploi décent, une bonne éducation, des soins de santé de qualité et un logement abordable, et nous étions convaincus qu'il était temps que l'État intervienne une fois de plus pour corriger les manquements du marché. L'année écoulée nous a montré à quel point il est urgent de redonner à l'action publique toute sa force. Utiliser la puissance du collectif pour s'attaquer aux grands problèmes nécessite la mobilisation des gouvernements nationaux, mais elle se répercute sur les citoyens à travers les différents niveaux de la démocratie locale. La fourniture des services publics relève tout autant de la responsabilité des villes et des régions que de celle des gouvernements nationaux, et celles-ci subissent tout autant le poids des diktats économiques. Notre manifeste identifiait déjà deux domaines d'action particulièrement importants pour les zones urbaines: le logement et les transports. «En améliorant la mobilité et la qualité de l'air et en fournissant des logements abordables et économes en énergie, nous pouvons améliorer la qualité de vie des citoyens. Pour y parvenir, nous allons promouvoir un Plan pour un logement abordable et des transports publics propres en Europe ».

Alors que nous nous penchons sur les réponses apportées à la première phase de la pandémie de Covid-19 et que nous nous tournons vers les perspectives de renouvellement et de reconstruction, il est plus évident que jamais que les villes d'Europe ne peuvent pas se contenter de faire comme si de rien n'était. L'année qui vient de s'écouler a mis à rude épreuve la résilience des villes. Les services publics locaux, des hôpitaux aux centres de santé communautaires en passant par les écoles et les services d'aide sociale, ont relevé le défi de manière admirable, bien qu'ils aient fait les frais de plus d'une décennie d'austérité néolibérale. Au nom de la famille socialiste, je voudrais adresser nos plus sincères remerciements à tous les travailleurs de première ligne qui ont tant donné depuis le début de la pandémie. Alors que nous avons été pour la plupart confinés à la maison pendant l'essentiel de l'année écoulée, la valeur de conditions de vie sûres, chaudes et confortables a pris une nouvelle dimension. Les coûts excessifs, l'inefficacité énergétique, le surpeuplement et le délabrement touchent tous les États membres. Nos citoyens ne veulent pas entendre que l'Union européenne n'a pas de pouvoirs directs en matière de politique du logement, ils veulent de l'action. C'est pourquoi je remercie notre candidat commun du PSE, Frans Timmermans, d'avoir plaidé avec autant de force en faveur du logement abordable pendant la campagne de 2019, d'avoir mené la bataille, en tant que vice-président exécutif, pour le pacte vert pour l'Europe: sa stratégie de vague de rénovations est un premier pas important sur la voie de l'amélioration du parc immobilier européen. Le logement est un droit, pas un marché, et les autorités publiques, de la Commission européenne aux municipalités, ne doivent pas avoir peur de construire, de rénover et de réglementer pour sortir de la crise.

Fournir des services publics de qualité pour tous, y compris au niveau local, est au cœur des valeurs de notre parti. Sans eux, il sera impossible de mettre en place nos politiques européennes et nationales pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion, créer de nouvelles opportunités pour nos jeunes et prendre soin des personnes âgées et vulnérables. Ce sont ces valeurs qui ont poussé nos dirigeants à faire un effort sans précédent pour obtenir un fonds de relance qui soit à la mesure des défis qui nous

attendent. Notre famille a relevé le défi en mettant en place l'initiative la plus ambitieuse de l'UE à ce jour: le fonds Next Generation. Les nouveaux fonds que nous avons obtenus pour les plans nationaux de relance et de résilience et les Fonds structurels de l'UE doivent être mis à disposition pour des projets à déployer dans les zones urbaines dans les meilleurs délais.

Partout en Europe, les villes dirigées par les partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes continuent de tracer la voie vers un modèle de développement urbain plus durable sur le plan social et environnemental. Grâce aux propositions présentées dans ce document, elles peuvent être assurées de bénéficier du soutien total de la famille socialiste et démocrate d'Europe.

Sergei Stanishev, Président du PSE

En ma qualité de membre de la Commission de l'environnement du Parlement européen et de président du réseau Environnement, changement climatique et énergie du PSE, j'ai eu le privilège de mener de nombreuses discussions sur la manière dont nos modes de vie, de déplacement, de production et de consommation actuels doivent changer afin que nous puissions vivre selon nos moyens écologiques. Pourtant, l'éventail des thèmes abordés, le caractère innovant des propositions pratiques avancées et la qualité des contributions apportées par les participants ont fait de l'élaboration du présent document une expérience particulièrement enrichissante. J'adresse mes remerciements aux membres du réseau Environnement, dont les commentaires approfondis et les analyses pertinentes ont été essentiels à la rédaction du présent document d'orientation. Je remercie également ma collègue Agnes Jongerius et les membres du Réseau Europe sociale du PSE qu'elle préside pour leur temps et leurs contributions.

Javi López, Président du Réseau Environnement, changement climatique et énergie du PSE

Trois citoyens européens sur quatre vivant dans des villes ou à proximité, il va sans dire que les améliorations que nous pouvons apporter aux centres urbains contribueront largement à réduire nos émissions de gaz à effet de serre et notre production de déchets, dans l'intérêt des citadins comme des habitants ruraux.

Pourtant, plusieurs des défis environnementaux auxquels sont confrontées les villes ont des conséquences très immédiates sur leurs habitants, notamment ceux qui sont exposés à la pauvreté, à l'exclusion et aux inégalités. En raison de la mauvaise qualité et de l'inefficacité énergétique des logements et de l'inégalité d'accès aux espaces verts, ce sont les familles à faibles revenus qui souffriront le plus des effets du changement climatique, tels que les vagues de chaleur et les hivers plus froids, et de l'absence de mesures pour les atténuer.

Faciliter la marche et le vélo, investir dans les transports publics, récupérer des terrains pour y aménager des espaces verts et éliminer progressivement les voitures privées constituent des urgences en faveur de l'égalité. La politique sociale et le dialogue démocratique sont essentiels à la réussite de la transition verte. Il s'agit d'un principe socialiste fondamental : la durabilité n'est pas seulement une question environnementale, elle est aussi sociale. Je pense que ce document d'orientation reflète efficacement ces deux dimensions de la transition, et j'espère que les lecteurs y trouveront une base utile pour promouvoir une action progressiste en matière de politique urbaine. Depuis plus d'un siècle, notre mouvement montre que les municipalités sont des laboratoires parfaits pour tester des idées politiques radicalement nouvelles, et nous n'avons pas manqué de solutions innovantes à inclure ici. Au sein des institutions européennes, des gouvernements nationaux et des autorités régionales et locales, les socialistes et sociaux-démocrates se battent pour un avenir plus juste et plus durable.

La conviction profonde de notre famille politique est que nos sociétés partagent des responsabilités collectives, en particulier envers les personnes les plus vulnérables. Que ce soit au niveau européen, national, régional ou local, nous croyons au pouvoir de l'État et de ses représentants démocratiques pour améliorer la vie de chaque citoyen.

Lorsque le PSE a commencé à élaborer ce document d'orientation en décembre 2019, nous n'aurions jamais pu imaginer la tournure qu'allaient prendre les événements. Pourtant, alors que les négociations de haut niveau étaient en cours au sujet du Fonds de relance, nos réseaux de politiques publiques étaient déjà en train d'élaborer nos plans pour le monde de l'après-Covid. Tout au long de la pandémie, les citoyens ont pu compter sur les autorités municipales pour apporter des réponses adaptées localement aux défis auxquels ils étaient confrontés. Grâce à l'hébergement d'urgence, à l'aide sociale aux personnes âgées et aux personnes vulnérables, à l'équipement informatique pour l'enseignement à distance, et à bien d'autres initiatives, les autorités locales ont une fois de plus démontré leur importance.

En tant que PSE, nous voulons nous assurer que leurs voix soient entendues le plus fort possible sur la scène politique européenne, et pour atteindre cet objectif, nous savons que nous pouvons compter sur l'excellent travail du Groupe PSE au Comité européen des régions, l'institution qui représente les villes et les régions d'Europe. Leurs contributions à la rédaction du présent document ont été inestimables, tout comme celles de PES Local, l'association des représentants locaux socialistes.

Ces contributions se sont combinées pour constituer un document incroyablement complet, couvrant l'ensemble des politiques locales. Une invitation à repenser l'organisation spatiale des villes, en consacrant plus d'espace aux parcs et à la végétation s'accompagne d'une demande claire en faveur d'un accès plus équitable à des services publics de qualité et à des outils permettant un mode de vie plus sain. Le logement s'inscrit dans le contexte plus large de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, au même titre que l'investissement dans l'enfance et la jeunesse.

Yonnec Polet, Secrétaire général adjoint du PSE

La sécurité, la démocratie locale, l'égalité des sexes et l'aide aux groupes vulnérables se combinent pour garantir que la ville appartienne à tous. Les villes sont des économies dynamiques qui reposent sur des systèmes de transport efficaces, mais elles doivent en faire davantage pour réduire leur empreinte environnementale.

Nous savons que rien de tout cela ne peut être réalisé sans un soutien adapté de l'UE et des gouvernements nationaux. Voici donc notre appel à l'action: investissez dans les villes, investissez dans leurs citoyens et l'Union tout entière en bénéficiera.

Déclaration de la Présidence du PSE

Des villes progressistes et durables – Notre vision pour une politique urbaine de l'après-Covid-19.

Adoptée par la présidence du PSE le 18 février 2021

Les trois quarts de la population de l'Union européenne vivent dans ou à proximité d'une ville. Nos zones urbaines doivent aujourd'hui relever plusieurs défis politiques urgents et fondamentaux. Les inégalités et la pauvreté augmentent, alors que la crise climatique s'aggrave. Nous ne pouvons pas ignorer le fait que de nombreux écarts se sont creusés entre les zones urbaines et rurales. Sans mesure urgente, la ségrégation spatiale et l'inégalité d'accès aux services publics, au logement et aux perspectives continueront de diviser nos villes et agglomérations, quels que soient leur type ou leur taille, tandis que la pollution de l'air et la vulnérabilité aux canicules augmenteront. Les villes et leurs régions ont davantage souffert du virus, et il est essentiel de répondre au sentiment d'insécurité des citoyens par rapport à la santé, à l'emploi, au logement, à la sécurité dans les lieux publics et à l'avenir qui est prégnant dans la vie de beaucoup de nos concitoyens. Des propositions ciblées sont nécessaires pour que les villes réalisent les transitions verte, juste et numérique sans exclure personne.

Notre famille européenne doit désormais participer pleinement à la dimension urbaine et travailler de concert avec les autorités locales et régionales pour que nos politiques soient adaptées aux villes. C'est pourquoi la présidence du PSE salue les propositions émises dans le document Leading the way for Progressive and Sustainable Cities (Vers des villes progressistes et durables).

Dans toute l'Europe, les citoyens ont vu que les représentants de notre mouvement au sein des autorités locales et régionales étaient là pour fournir des services publics, de la durabilité et de la sécurité. Nous soutenons les milliers de maires et conseillers municipaux socialistes et progressistes, et nous sommes ravis de notre coopération solide avec le groupe PSE au Comité européen des régions et PES Local en tant que réseau à l'échelle locale.

Les trois axes d'action de notre famille politique sont le socle européen des droits sociaux, le pacte vert pour l'Europe et le plan d'action pour la démocratie européenne:

- **Nous voulons améliorer le bien-être des citoyens, grâce à des investissements plus importants dans les services de santé et d'éducation locaux, le sport, l'art et la culture, à plus d'espaces verts et à une sûreté publique pour tous fondée sur un maintien de l'ordre basé sur la confiance et opéré avec l'approbation des citoyens.**

- **Nous voulons nous attaquer aux inégalités croissantes et à tous les types de pauvreté qui existent dans les villes en changeant notre approche de la politique en matière de logement, en nous engageant en faveur d'un accueil des enfants, d'une éducation et de formations de qualité et en tendant la main aux migrants et aux demandeurs d'asile. Grâce à notre campagne pour les élections européennes de 2019 et au travail de notre candidat commun, Frans Timmermans, désormais vice-président exécutif de la Commission européenne, et à la Semaine progressiste du logement de janvier 2021, nous avons pu tirer la sonnette d'alarme quant à la portée de la crise du logement en Europe. Plus de 85 millions d'Européens sont accablés par les prix du**

logement. Le principe 19 du socle des droits sociaux nous engage à fournir un logement aux personnes dans le besoin, mais malheureusement, cela est loin d'être suffisant : face à la financialisation effrénée des logements, nous devons affirmer que le logement est un droit, et non une marchandise !

- **Nous voulons que les villes reflètent la diversité de leurs habitants en tenant compte du biais de genre dans la conception des politiques, en valorisant les groupes minoritaires et en incluant leurs expériences diverses en matière d'élaboration de politiques ainsi qu'en adaptant l'infrastructure et les services destinés aux personnes âgées et aux personnes handicapées.**

- **Nous voulons repenser la mobilité urbaine et interurbaine en rendant l'espace aux transports publics collectifs et à la mobilité douce, aux vélos et aux piétons, et en investissant dans les infrastructures plutôt que de donner la priorité aux véhicules personnels. Chaque année, quelque 379 000 de nos concitoyens meurent prématurément à cause de la pollution de l'air, qui constitue une urgence de santé publique que nous nous devons de prendre à bras le corps en investissant massivement dans des transports publics collectifs abordables et des infrastructures routières qui conviennent aux piétons et aux cyclistes. La ville devrait être ouverte aux enfants, aux jeunes, aux femmes, aux parents et à nos aînés qui privilégient les formes de mobilité plus douces et qui ont droit à une ville plus verte et plus saine.**

- **Nous voulons favoriser une démocratie locale active ancrée dans des pratiques de bonne gouvernance en renforçant la délibération citoyenne, en inculquant aux enfants l'importance de la participation civique, en promouvant les listes électorales qui comptent autant d'hommes que de femmes, en encourageant la budgétisation participative et sensible au genre, et en garantissant une transparence complète dans les décisions relatives à la passation de marchés publics et à l'accès aux données publiques.**

- **Nous voulons mettre en place des stratégies de croissance durable qui préservent le rôle des villes en tant que centres attractifs pour la création d'emploi et l'innovation tout en introduisant une gestion circulaire, en réduisant les déchets et en nous assurant de trouver le juste équilibre entre habitants et touristes.**

- **Nous voulons que les villes utilisent pleinement les instruments de financement dédiés à leur disposition, pour faire en sorte que les investissements de demain reposent sur des finances publiques saines.**

Les villes européennes partagent une identité collective, fondée sur notre modèle social, notre engagement à lutter contre la crise climatique et notre histoire démocratique, lesquels ne sont que renforcés par les spécificités culturelles qui font de notre Union ce qu'elle est. Après cette pandémie, nous nous tournons vers la perspective d'un renouveau et d'une reconstruction, et il est dès lors essentiel que des idées pour et par les villes européennes nourrissent nos aspirations à des sociétés justes et durables. Sans une nouvelle vision du développement urbain et régional, l'Europe ne pourra pas déployer tout le potentiel qu'elle recèle en tant que pionnière de la neutralité carbone, de la démocratie inclusive et de l'égalité sociale. Le PSE continuera de travailler main dans la main avec les villes et les représentants locaux pour concrétiser ces propositions visant à améliorer la vie de nos concitoyens.

Table des matières

1.	**Introduction**	**10**
2.	**Faire de la qualité de vie une priorité**	**18**
2.1.	L'environnement construit et les espaces verts	**19**
2.2.	Des villes plus saines pour des vies plus saines	**22**
2.3.	De l'espace pour le sport, l'exercice et le bien-être physique	**24**
2.4.	L'épanouissement personnel par l'art et la culture	**25**
2.5.	Garantir la sécurité urbaine pour tous	**28**
3.	**Lutter pour l'égalité et l'équité dans la politique urbaine**	**30**
3.1.	Le logement : un droit, pas un marché	**32**
3.2.	Éradiquer la pauvreté énergétique et la pauvreté en eau	**38**
3.3.	Lutter contre le sans-abrisme	**39**
3.4.	Un bon départ dans la vie pour les enfants	**40**
3.5.	Égalité des chances pour les jeunes et les personnes confrontées à l'exclusion sociale	**41**
3.6.	Des refuges pour les migrants et les demandeurs d'asile	**42**
4.	**Défendre la diversité par l'élaboration de politiques inclusives**	**44**
4.1.	Une ville féministe	**45**
	Villes progressistes et durables: récits et chiffres clés	**46**
4.2.	Garantir que la ville appartient à tous	**48**
4.3.	Des villes adaptées aux personnes âgées et aux personnes handicapées	**50**
5.	**Repenser la mobilité pour une transition juste**	**52**
5.1.	Répartition de l'espace urbain	**55**
5.2.	Transports publics	**58**
5.3.	Cyclistes et piétons	**60**
6.	**Encourager une démocratie locale active et une bonne gouvernance**	**61**
6.1.	Participation accrue et améliorée des citoyennes et des citoyens	**62**
6.2.	Éduquer les citoyennes et les citoyens de demain	**64**

6.3.	Des villes et des services publics intelligents qui répondent aux besoins des citoyens et des citoyennes	**66**
6.4.	Coopération au-delà des frontières	**68**
7.	**Construire des économies urbaines qui fonctionnent pour le plus grand nombre**	**70**
7.1.	Pôles dynamiques d'activité et d'innovation sociale	**72**
7.2.	Des économies urbaines circulaires qui réduisent les déchets	**76**
7.3.	Un accord plus équitable pour le tourisme	**78**
8.	**Renouveler notre engagement en faveur de l'investissement à long terme dans les villes**	**80**
8.1.	Financement publi	**81**
8.2.	Financement européen	**82**
8.3.	Financement priv	**84**
9.	**Conclusion**	**86**

www.pes.eu

www.facebook.com/PES.PSE

www.twitter.com/PES_PSE

www.instagram.com/PES_PSE

Parti Socialiste Européen
10-12 Rue Guimard
B-1040 Bruxelles
Belgique

1 INTRODUCTION

Les localités, les arrondissements et les villes sont les plus petites unités de nos sociétés démocratiques. C'est en effet la ville, la polis, qui a vu naître la politique. Notre mouvement socialiste, social-démocrate et travailliste trouve ses racines dans les villes du XIXe siècle, caractérisées par une industrialisation et une urbanisation rapides et par l'inégalité et les conditions de vie difficiles qui en ont résulté. Notre mouvement a remporté de nombreuses victoires importantes dans toute l'Europe, de la construction de logements sociaux et la mise en place de transports publics à l'établissement de nouvelles écoles et d'autres services publics pour les résidents des villes toujours plus nombreux.

De nos jours, les villes sont en butte à plusieurs défis résultant des changements structurels auxquels nos sociétés font face et qui affectent plus gravement les zones urbaines. Les mesures que nous exposons ci-après sont destinées à promouvoir l'égalité sociale, à éradiquer la pauvreté, à favoriser la diversité et l'égalité sociales, à éliminer les obstacles à l'accès à la ville et à lutter contre la pollution et la dégradation de l'environnement urbain. Nous appelons à ce que les villes se voient octroyer les compétences et les ressources nécessaires en vue de faire progresser ces aspirations à un développement urbain juste et équitable.

Les effets combinés d'une décennie de politiques d'austérité néolibérales, de l'émergence de l'économie à la tâche et de la précarisation de l'emploi ont créé une vague croissante d'inégalité et de ségrégation dans les villes du monde entier. La ville telle que nous l'imaginons est plutôt une ville qui lutte contre la pauvreté et l'exclusion et qui permet à tous de s'épanouir individuellement tout en contribuant au bien-être du plus grand nombre.

Les socialistes et les sociaux-démocrates sont les mieux placés pour relever le double défi posé par la justice sociale et la justice climatique. Là où d'autres mettent en avant des politiques vertes qui font peser des charges supplémentaires sur les familles, notre environnementalisme est guidé par la compréhension du fait que la transition énergétique doit constituer une chance de réduire l'inégalité, de lutter contre la ségrégation spatiale et d'unir tous les quartiers derrière un projet de changement commun.

Les services publics – des logements abordables, un accueil de la petite enfance, les écoles, les bibliothèques, les infrastructures sportives, les maisons de quartier, les centres médicaux, etc. – sont tous indispensables à une bonne qualité de vie et à la réduction de la pauvreté. Trop souvent, les villes peinent à trouver les ressources financières permettant de répondre à ces besoins. Cela doit cesser. Les services publics tels que ceux-ci créent des espaces pour les initiatives publiques et communautaires qui visent à promouvoir la cohésion sociale indépendamment des barrières liées au contexte socio-économique, à l'origine ethnique et à la religion. Ils jettent des bases communes et aident chacun à accéder aux outils de la participation à la vie démocratique au sein de la ville. Les collectivités locales sont le niveau le plus proche de la vie quotidienne des citoyens, et si elles ne sont pas dotées des moyens leur permettant de toucher tout le monde, les citoyens perdront confiance dans les institutions et dans les autres.

La ville est aux citoyennes et citoyens. Toute la ville. À tous les habitants, indépendamment de leur genre et de leur origine ethnique ou socio-économique. La ségrégation spatiale et la gentrification sont des aspects inacceptables de nombreuses villes européennes, surtout lorsque ces phénomènes induisent des inégalités dans l'accès aux services publics, au logement et aux perspectives d'avenir. Chacun a le droit à la sécurité, et nous ne pouvons accepter que certains quartiers restent exposés à des troubles chroniques et à de la délinquance qui empêchent les résidents de profiter pleinement de ces

Bucarest

services publics. De nombreux quartiers sont exclus des modèles de mobilité en raison de l'insuffisance de l'offre de transport. Cette exclusion géographique s'est ancrée dans l'exclusion sociale. L'accès à l'emploi, à la scolarité, à la culture, au sport et à tout ce qu'une ville peut offrir ne doit pas être conditionné à un code postal spécifique. En cherchant à rétablir un réseau dense de services publics, d'équipements et d'entreprises, nous voulons concevoir des « villes du quart d'heure », dans lesquelles tous les besoins des habitants peuvent être satisfaits dans un périmètre réduit de leur lieu de résidence.

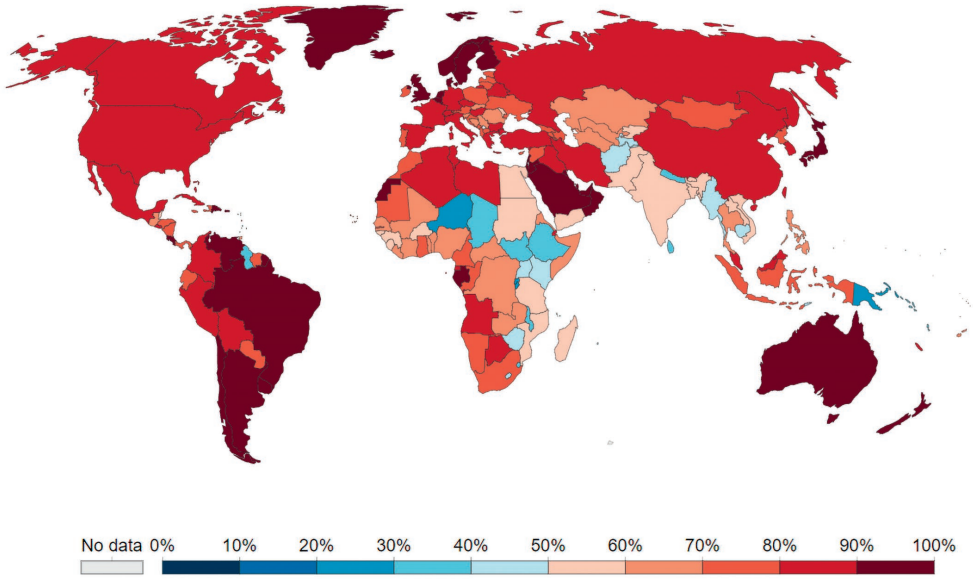
La révolution de la mobilité que nous appelons de nos voeux doit être écologique. L'approche des 50 dernières années privilégiant la voiture est responsable des embouteillages et de la pollution atmosphérique que subissent les habitants et a contribué à nos émissions de gaz à effet de serre insoutenables. Les villes sont en première ligne dans la crise climatique et doivent réagir en conséquence, en mettant les piétons, les cyclistes et les transports publics accessibles et abordables au coeur du développement urbain. Ces moyens de transport doivent également assurer une bonne connectivité avec les zones métropolitaines, périurbaines et rurales autour des villes, en vue de renforcer la cohésion territoriale. Cette ambition n'est toutefois réalisable qu'à l'aide de la stratégie d'investissement massif et à long terme contre laquelle les néolibéraux et les conservateurs s'évertuent à lutter, alors qu'ils pourraient s'unir à nous pour imaginer une nouvelle voie de l'action publique dans les zones urbaines. Avec les socialistes et les sociaux-démocrates aux commandes, les citoyens peuvent être assurés que les objectifs en matière de climat et de biodiversité s'inscriront dans un cadre visant à améliorer la vie et les opportunités de chacun.

En tant que PSE, nous travaillons main dans la main avec le groupe PSE au Comité européen des régions et PES Local afin d'amplifier les voix des villes progressistes à travers l'Europe, aux côtés de nos partis membres, des gouvernements, des commissaires européens et des membres de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen. En facilitant l'émergence et l'échange de nouvelles idées parmi nos réseaux de ministres, de députés européens, de maires et d'experts politiques, nous contribuerons à construire des sociétés écologiques et équitables, à commencer par des villes durables.

Qu’est-ce qui fait d’une ville, une ville ?

À travers l’histoire, les villes ont évolué pour devenir des lieux qui réunissent le capital humain et économique. Cette réunion a alimenté une croissance économique inédite, mais aussi des inégalités sans précédent. Depuis le début de la révolution industrielle, des millions d’Européens ont été attirés vers les villes par les perspectives d’un emploi stable dans l’industrie et les services. Aujourd’hui, les zones urbaines et périurbaines représentent 75 % de la population de l’UE.

Part de la population vivant dans les zones urbaines (projections jusqu’en 2050), 2050
Part de la population totale vivant dans les zones urbaines, avec les projections d’urbanisation de l’ONU jusqu’en 2050. Les zones urbaines sont définies sur la base de définitions nationales qui peuvent varier selon les pays.



Source: OWID basé sur les Perspectives d’urbanisation mondiale 2018 de l’ONU et sur des sources historiques (voir sources).

L'UE et l'OCDE ont élaboré une définition sophistiquée de la ville : à partir des « centres urbains » – zones dont la densité de population est supérieure à 1 500 habitants par km2 et qui comptent au moins 50 000 habitants –, une ville comprend toute commune dont au moins 50 % du territoire se trouve à l'intérieur de la zone urbaine[1]. Sur la base de cette mesure, l'UE compte environ 700 villes, allant de ses 27 capitales à ses 127 villes de second rang[2] et à des villes plus petites sur tout le continent.

Les villes sont diverses, elles sont source d'enrichissement culturel mutuel et de solidarité intergénérationnelle, mais aussi un facteur potentiel de friction et d'exclusion. Une action progressiste audacieuse peut aider les villes de toutes tailles à réaliser leur potentiel en tant que laboratoires d'une transition juste, dont nos citoyens et notre planète ont un besoin criant. Le présent document a pour objectif de présenter nos ambitions et un ensemble de solutions politiques qui peuvent être adaptées aux villes de tous types.

Du point de vue administratif et politique, il n'y a pas deux États membres qui traitent les villes de la même manière. Si certaines communes possèdent des compétences gravées dans la pierre constitutionnelle, disposent de sources de revenus spécifiques et d'un mandat couvrant un large éventail de domaines politiques, d'autres dépendent des décisions des gouvernements régionaux ou nationaux et ont une marge de manoeuvre très réduite. La plupart des capitales, et même certaines villes de second rang, se sont développées au point de devenir des régions à part entière, les maires travaillant main dans la main avec les présidents de la région de leur ville. Notre objectif est d'établir les grandes lignes d'une vision progressiste pour les villes, sans être prescriptifs quant aux moyens et à la structure institutionnelle nécessaires pour atteindre nos objectifs.

Les villes ne sont pas des îles et la relation entre les zones urbaines, périurbaines et rurales doit être marquée par une coopération étroite. S'agissant des questions de mobilité, d'éducation et d'emploi, les autorités municipales doivent rester conscientes de l'effet gravitationnel qu'elles exercent sur les zones environnantes et chercher à prendre en considération leurs besoins autant que possible. L'Agenda territorial 2030[3] de l'UE inscrit ces objectifs d'équilibre géographique dans notre stratégie plus vaste de promotion d'une transition juste et inclusive.

Berlin

Notre vision pour des espaces urbains équitables et à l'épreuve du temps

La transition climatique exige de repenser fondamentalement la façon dont la vie urbaine a fonctionné jusqu'à présent. La profonde restructuration qui est nécessaire pour atteindre nos objectifs climatiques aura des répercussions sur les habitudes quotidiennes de certains citoyens. C'est pourquoi le PSE soutient une transition juste, conçue à la fois pour le peuple et par le peuple. La lutte contre la crise climatique nécessite de faire des compromis. Notre rôle en tant que socialistes est de tracer une voie ouverte et inclusive, et non dictée par le haut et prescriptive.

Nous sommes convaincus que la transition verte doit être juste, sous peine de ne pas avoir lieu. Notre avenir durable commence par la mise en oeuvre des objectifs de développement durable des Nations unies et du socle européen des droits sociaux, et notre programme pour des villes durables commence par la lutte contre les inégalités et par la promotion du bienêtre. Notre vision des villes durables vise à relever cinq grands défis pour les zones urbaines du XXIe siècle : comment améliorer la qualité de vie des habitants, comment assurer l'égalité et l'équité, comment relever les nouveaux défis de la mobilité, comment améliorer la démocratie et la participation locales et comment promouvoir les investissements locaux durables. Relever ces défis est essentiel à la mise en oeuvre de l'objectif de développement durable 11 : « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ».

« Nous ne pouvons pas réaliser une société durable sur le plan environnemental si nous ne nous concentrons pas aussi sur la durabilité sociale. C'est ça, la création d'une ville agréable à vivre, et c'est aussi la raison pour laquelle nous avons été la première ville suédoise à intégrer les ODD dans les objectifs de notre conseil municipal — parce qu'ils étaient axés sur la durabilité à la fois environnementale et sociale, comme nous le faisons. »

– Katrin Stjernfeldt Jammeh, maire de Malmö, Suède

« Par le passé, nous, les gouvernements régionaux, avons été capables de compenser le manque de politiques sociales au niveau national. Tous les niveaux de gouvernement ont leurs outils et une responsabilité envers les citoyens. »

– Président de la région Lazio, Italie

L'Agenda urbain pour l'UE et la nouvelle Charte de Leipzig

En 2016, les ministres chargés des questions urbaines ont adopté le Pacte d'Amsterdam établissant un Agenda urbain pour l'UEi[4]. L'Agenda urbain est une méthode de travail à plusieurs niveaux qui encourage la coopération entre les États membres, les villes et leurs réseaux européens, la Commission européenne, la Banque européenne d'investissement et d'autres parties prenantes, afin de stimuler la croissance, la cohésion et la redistribution. Quatorze partenariats ont émergé à ce jour, abordant des thématiques telles que le logement, la pauvreté urbaine et la mobilité.

La Charte de Leipzig sur la ville durable, qui a d'abord établi les principes communs de l'UE pour le développement urbain en 2007, a été renouvelée par les gouvernements des États membres en décembre 2020[5]. Le renouvellement de la Charte de Leipzig devrait contribuer à une meilleure réflexion sur les questions urbaines dans le développement des politiques européennes.

Les nouveaux instruments ou ressources de financement sont importants, mais il pourrait être fait bien plus avec une meilleure coordination entre les instruments existants. L'Agenda urbain pour l'UE devrait favoriser un dialogue plus structuré et régulier entre les villes, les institutions de l'UE et les États membres, en transférant éventuellement des compétences du niveau de l'UE vers les zones urbaines. L'intergroupe Environnement urbain du Parlement européen devrait être un forum de discussion dynamique sur ces questions. Avec le groupe PSE au Comité européen des régions et le groupe S&D au Parlement européen, nous continuerons à faire pression en faveur d'un Agenda urbain pour l'UE qui soit ambitieux et politiquement contraignant. C'est la seule façon de veiller à ce que les politiques de l'UE comprennent les besoins des villes, tout en permettant aux autorités locales de promouvoir des politiques intelligentes, durables et inclusives et de fournir des lignes directrices à l'UE et aux autorités des États membres pour établir des paramètres réglementaires concernant la législation, les infrastructures et les ressources financières.

2 FAIRE DE LA QUALITÉ DE VIE UNE PRIORITÉ

Les villes attirent toutes sortes de personnes à la recherche d'emplois, de meilleures conditions de vie, d'éducation ou d'une vie sociale et culturelle riche. De nombreuses villes européennes ont réussi à combiner la densité et l'agitation nécessaires à un réseau dynamique d'activités communautaires, commerciales et de loisirs avec les principes fondamentaux de la qualité de vie. Elles incluent des espaces publics bien conçus, orientés vers des formes douces de mobilité, et de nombreux espaces verts qui permettent à la ville et à ses habitants de respirer, mais elles adoptent aussi des politiques visant à soutenir des habitudes plus saines et à encourager le développement personnel. La clé du bien-être social dans la ville est un fort sentiment de cohésion, favorisé par un sentiment d'appartenance collective et de partage.

Grand Place, Bruxelles

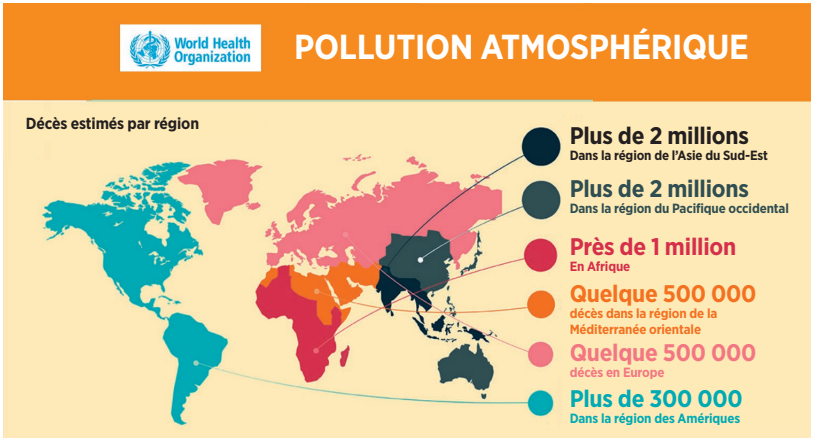
En tant que socialistes et démocrates, nous pensons que le rôle premier du gouvernement municipal est de promouvoir le bien-être des citoyens. Ce n'est pas une coïncidence si les deux villes européennes qui figurent dans le top 10 des villes les plus agréables à vivre de The Economist, Vienne et Copenhague, sont dirigées par des sociaux-démocrates depuis plus d'un siècle[6]. La clé de ce succès est l'investissement dans des services publics gratuits et abordables qui sont accessibles à tous les citoyens et qui répondent à leurs besoins. Là où les gouvernements centraux ne parviennent parfois pas à fournir ces services de base, les villes socialistes se substituent à eux et comblent leurs lacunes. Au lieu de la logique néolibérale basée sur le profit à court terme, nous préconisons une approche centrée sur le bien-être et la qualité de vie. Le bien-être se concentre sur chaque citoyen, offrant à chacun un objectif individuel tout en répondant aux besoins de la collectivité[7]. Les citoyennes et les citoyens doivent être au centre des politiques publiques, du niveau de l'UE jusqu'aux conseils de quartier, en traduisant les actions collectives en améliorations tangibles pour chaque citoyen. Nos propositions en matière de logement et de mobilité, associées à l'importance renouvelée que nous accordons à l'investissement dans la qualité et l'accessibilité des services publics, contribuent à la « ville du quart d'heure »[8], en remodelant les grandes villes en zones où tous les équipements nécessaires – logements, lieux de travail, services publics, commerces – sont disponibles à quelques pas. Nous voulons que les êtres humains soient au coeur du processus décisionnel urbain[9].

2.1. **L'environnement construit et les espaces verts**

La nature est essentielle à une bonne santé et au bien-être de la population européenne. L'air pur, l'eau et la nourriture sont essentiels au maintien de la vie. L'environnement naturel offre un espace pour les loisirs, la détente et l'interaction sociale. Pourtant, la pollution environnementale reste la cause de 13 % de tous les décès dans l'UE, en raison de l'exposition à la pollution à la maison, sur le lieu de travail et à l'extérieur[10].

La pollution environnementale est liée à toute une série de maladies, notamment les cancers, les maladies cardiaques, les accidents vasculaires cérébraux, les maladies respiratoires et les troubles neurologiques. La pollution de l'air et les températures élevées sont réputées pour augmenter la mortalité. L'environnement urbain, en particulier, expose davantage les citoyens à la pollution atmosphérique, au bruit et aux produits chimiques, tout en offrant moins d'accès aux espaces verts que les environnements périurbains et ruraux.

Jardin botanique, Copenhague



Les habitants les plus pauvres en sont particulièrement affectés. Dans les quartiers de Londres situés dans le décile supérieur des revenus, un tiers de la surface est occupé par des jardins privés et un autre tiers est consacré aux parcs publics. Dans le décile inférieur de revenus, ces parts tombent respectivement à un cinquième et un quart[11]. Les confinements consécutifs à la pandémie de Covid-19 n'ont fait qu'accentuer cette fracture. Lorsque les pays du monde entier ont imposé des mesures de confinement pour stopper la propagation du coronavirus, des terrains de jeux et des parcs ont soudainement été fermés, l'accès aux sentiers de randonnée a été interdit et les loisirs de plein air limités. Ceux qui vivaient dans des appartements sans accès à des jardins privés se sont retrouvés sans aucun accès à la nature.

La multiplication d'espaces verts dans les zones urbaines peut réduire considérablement les risques sanitaires, accroître le bien-être, réguler le climat, servir de stockage de carbone et ramener la nature dans les villes. Les espaces verts, en particulier dans les zones urbaines, peuvent servir de refuge, tant d'un point de vue environnemental (chaleur, pollution…) que d'un point de vue social (stress, solitude…). Dans les villes, ces espaces améliorent également la qualité de l'environnement urbain en filtrant l'air et l'eau, en produisant un effet de refroidissement et en atténuant les nuisances sonores. En d'autres termes, la nature est bénéfique pour tous.

En stockant l'eau de pluie dans la végétation et en aménageant davantage de réservoirs d'eau urbains dans les parcs publics, ainsi qu'en préservant et en restaurant les rivières et les lacs naturels, nous pouvons améliorer sensiblement la qualité de vie des habitants en créant des espaces qui refroidissent efficacement la ville, tout en soutenant la création d'espaces de loisirs urbains qui fonctionnent bien. L'artificialisation des surfaces (béton, pavage, etc.) exerce une pression importante sur les réseaux d'égouts et, dans les cas extrêmes, peut contribuer aux inondations, ce qui nous oblige à restituer le plus de terrain possible à la végétation. Ce processus doit aller de pair avec l'élimination progressive des pesticides dans les zones urbaines au profit de la santé humaine et de la santé animale, comme le préconise la stratégie de la Commission européenne en faveur de la biodiversité présentée en mai 2020[12].

Les espaces verts et la biodiversité sont non seulement essentiels aux usages récréatifs, mais présentent également des avantages notables pour le bien-êtrex[13] et la santé des citoyens. L'accessibilité et la proximité de ces espaces sont en corrélation avec une diminution des maladies respiratoires et l'amélioration de la santé mentale[14]. Pourtant, tous les citoyens ne disposent pas d'un accès équitable à ces espaces verts, celui-ci étant largement lié au statut socio-économique et à la performance économique globale des États membres dans lesquels ils vivent. L'accès à la nature constitue dès lors une question d'égalité au sein de nos sociétés.

- Les projets de réhabilitation au niveau local, y compris les nouvelles constructions, devraient obligatoirement intégrer davantage de végétation, notamment sur les toits et les murs. Cette végétation supplémentaire devrait être favorable aux insectes et soutenir les efforts de protection des abeilles.

- Lorsque des opportunités se présentent, les autorités locales devraient s'efforcer de racheter des terrains privés pour les convertir en espaces verts supplémentaires, soit ouverts au public, soit préservés pour la biodiversité.

- À la suite de ces efforts, davantage de données devraient être recueillies afin d'évaluer les efforts d'élargissement des espaces verts urbains et leur effet sur la population urbaine concernée, y compris sur son exposition aux polluants nocifs.

- Lors de la réorganisation des voies de circulation et de la mobilité urbaine, une attention particulière doit être accordée à l'aménagement des espaces verts.

- La conditionnalité environnementale doit être appliquée au Fonds européen de développement régional (FEDER), au Fonds de cohésion et à la facilité pour la reprise et la résilience afin de garantir que les projets contribuent à la protection de notre environnement et à l'amélioration de l'accès à la nature.

- L'adoption de mesures claires contre l'artificialisation des sols, en surveillant la part des terres disponibles pour la végétation naturelle et en soutenant la végétalisation des zones artificialisées, notamment dans les villes, est essentielle à la lutte contre le problème des îlots de chaleur. Sous la houlette du SPÖ, Vienne a mis en place, pour la deuxième année consécutive, un réseau de « rues de fraîcheur » avec des fontaines d'eau potable et des brumisateurs. Barcelone a pour ambition de recouvrir 30 % de sa surface d'arbres.

- Les villes doivent se doter d'une stratégie claire concernant l'eau.

- Aux niveaux régional et national, les codes du bâtiment et la gestion du trafic doivent être adaptés pour garantir une proximité minimale des espaces verts et de faibles niveaux de bruit et de pollution atmosphérique à tous les citoyens, mais surtout aux plus vulnérables qui ont été touchés de manière disproportionnée par le manque d'espaces verts.

2.2. **Des villes plus saines pour des vies plus saines**

Au niveau le plus fondamental, les citoyens doivent pouvoir accéder de manière équitable à des soins de santé primaires. Les villes ont la responsabilité de travailler en collaboration étroite avec les autorités sanitaires afin d'améliorer la répartition des installations médicales de manière à ce qu'elles soient accessibles à tous, en particulier les plus vulnérables. Cela peut aller de la fourniture de soins primaires généralistes à des services plus spécifiques conçus pour fournir des soins de santé et sociaux combinés, tels que

Lyon

les cliniques de planning familial, les services de soutien familial et les services aux personnes âgées.

C'est loin d'être le seul moyen par lequel les villes peuvent et doivent agir pour améliorer la santé physique et mentale de leurs habitants. Dans le document stratégique de juillet 2020 intitulé « Des soins de santé abordables et de qualité pour tous », produit par le réseau Europe sociale du PSE et salué par la présidence du PSE, nous appelons à l'utilisation du principe d'intégration de « la santé dans toutes les politiques », une approche cohérente et holistique pour promouvoir une vie longue et saine pour tous. Cela signifie que toutes les politiques et institutions publiques – écoles, sport, agriculture et notamment urbanisme – doivent chercher à promouvoir les principaux objectifs de santé dans leur conception, leur mise en oeuvre et leur fonctionnement[15].

Outre l'air pur et la possibilité de faire de l'exercice quotidien, les villes ont la responsabilité de veiller à ce que les résidents de tous les âges et de toutes les origines aient accès à une alimentation de qualité, abordable, saine et durable sur le plan environnemental et social. Comme le rappelle le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan, signé en 2015 par l'administration progressiste de Milan : « Les villes qui hébergent plus de la moitié de la population mondiale ont un rôle stratégique à jouer dans le développement de systèmes alimentaires durables et dans la promotion de régimes alimentaires sains... Les politiques alimentaires étant étroitement liées à de nombreux autres défis et politiques urbains, tels que la pauvreté, la santé et la protection sociale, l'hygiène et l'assainissement, l'aménagement du territoire, le transport et le commerce, l'énergie, l'éducation et la préparation aux catastrophes, il est essentiel d'adopter une approche globale, interdisciplinaire et interinstitutionnelle.»[16] La nouvelle stratégie de l'UE « De la ferme à la table » offre également une chance d'améliorer la sécurité, l'alimentation et la santé publique des habitants des villesx[17].

Une alimentation équilibrée est essentielle à une vie saine, en particulier aux premiers stades de la croissance de l'enfant. Notre proposition de garantie européenne pour l'enfance prévoit de consacrer le droit des enfants à l'alimentation dans le droit de l'UE. Les autorités municipales chargées de la gestion des cantines scolaires sont dans une position privilégiée pour garantir un accès abordable à une alimentation saine et

équilibrée – et à l'éducation à ce sujet. Ces objectifs devraient être étendus à tous les types de restauration collective gérés par les municipalités, y compris les cantines communautaires pour les personnes âgées et les groupes marginalisés.

Les premières données en provenance des États-Unis suggèrent que l'isolement et la solitude ont des effets néfastes sur la santé mentale et cardiovasculaire des personnes âgés[18]. Les villes devraient donc prendre toutes les mesures possibles pour garantir que toute initiative, toute installation ou tout événement public soit accessible aux personnes âgées, par exemple en évitant les procédures exclusivement numériques. Le bien-être est un droit également garanti aux personnes neurodivergentes et à celles souffrant de handicaps physiques ou de troubles de l'apprentissage ou du développement, de sorte que la conception inclusive doit être la norme en toutes circonstances.

Dans plusieurs villes, la politique en matière de drogues a fait l'objet d'une approche pragmatique, fondée sur des données probantes, qui les traite comme un problème de santé publique plutôt que comme un problème de criminalité. Les villes devraient travailler main dans la main avec les autorités sanitaires qui entreprennent ce changement de paradigme en mettant en place des installations qui accompagnent les consommateurs de drogues et les toxicomanes, plutôt qu'en les réprimant. La Suisse a ouvert la voie à l'introduction de sites d'injection supervisés, des cliniques où les toxicomanes peuvent utiliser des substances contrôlées dans un environnement propre, avec un équipement sûr et sous surveillance médicale. Ces sites ont depuis été introduits en Allemagne, au Luxembourg, en Espagne et dans d'autres États membres.

- **Travailler avec les autorités sanitaires pour assurer une répartition équitable des installations médicales et médico-sociales nécessaires pour répondre aux besoins de tous, y compris les services de planning familial, d'aide aux familles et de soutien aux personnes âgées. Hambourg compte près de 50 centres parent-enfant qui offrent aux parents des conseils et un soutien avant et après la naissance de leur enfantxix.**[19]

- **Grâce à leur rôle dans la gestion des écoles et des centres communautaires, les villes doivent promouvoir des choix alimentaires sains et soutenir ceux qui n'ont pas les moyens de s'offrir une alimentation de qualité. En plus de distribuer 15 millions de fruits par an aux écoles, la municipalité de Copenhague va planter des arbres fruitiers dans ses parcs publics, dont les citoyens pourront cueillir librement des fruits.**[20]

- **Les villes devraient repenser leur relation à la production alimentaire, en accordant une attention particulière à la promotion de l'agriculture urbaine et des chaînes d'approvisionnement durables sur le plan environnemental et social.**

- **Accompagner les autorités sanitaires dans leur transition vers une approche considérant la drogue comme un problème de santé publique en soutenant la création de sites d'injection sûrs.**

2.3. **De l'espace pour le sport, l'exercice et le bien-être physique**

Les villes vertes sont des villes plus saines car elles encouragent des modes de vie plus sains et une meilleure qualité de vie. Les autorités de santé publique recommandent la marche quotidienne car, parallèlement à d'autres formes d'exercice, il a été prouvé qu'elle réduit le risque de certaines maladies chroniques telles que les maladies cardiaques, les accidents vasculaires cérébraux, l'asthme, le diabète de type 2, l'obésité et certains types de cancer, et qu'elle améliore certains problèmes de santé mentale.

La mise à disposition d'espaces verts (voir ci-dessus) va de pair avec l'octroi aux résidents d'espaces dans lesquels ils peuvent se reposer, jouer et faire du sport en toute sécurité au moyen des équipements nécessaires. Il y a lieu de tenir compte des différences entre les genres dans l'utilisation des installations sportives et récréatives afin que les filles comme les garçons disposent d'un espace pour faire de l'exercice et jouer. L'investissement dans les infrastructures sportives urbaines, qui vont des petits terrains de basket-ball aux grandes installations telles que les gymnases et les piscines, peut représenter un coût financier important pour les budgets municipaux. Toutefois, ce coût doit être vu comme un investissement à long terme dans la santé des citoyens et la promotion de compétences et d'interactions sociales qui profitent à la cohésion globale.

- **Le nouveau maire d'Istanbul a élaboré un plan directeur pour les terrains de jeux, améliorant les terrains de jeux existants et en construisant de nouveaux, en formant du personnel en tant qu'animateurs de jeux et en organisant des activités pour 200 000 enfants par an.**[21]

- **Vienne établit la norme en matière d'aires de jeux tenant compte des différences entre les genres, avec une stratégie visant à garantir un espace égal pour les garçons et les filles.**[22]

2.4. **L'épanouissement personnel par l'art et la culture**

Les politiques culturelles doivent refléter la diversité de l'Europe et s'adapter aux différentes populations et aux différentes pratiques. Comme le Comité des régions nous le rappelle au premier paragraphe de son avis sur les politiques culturelles locales, « [il est] nécessaire de mettre en oeuvre une compréhension élargie de la culture et de la diversité culturelle de l'Europe qui aille au-delà des seules conservation et protection du patrimoine matériel, et qui permette de saisir les mutations sociales et culturelles qui traversent la société européenne. »[23]

Les faits montrent que la pratique d'activités artistiques et créatives amateurs est directement liée à des niveaux plus élevés de satisfaction dans la vie, et que les mesures destinées à promouvoir l'inclusion sociale des minorités et des plus fragiles peuvent être améliorées par l'utilisation de la culture, des arts et de la créativité[24]. Nous soutenons l'introduction des chèques-culture européens pour faciliter l'accès des jeunes aux événements et aux espaces culturels dans toute l'Europe.

Les municipalités progressistes ont une longue tradition de démocratisation des arts grâce aux festivals et aux spectacles de rue gratuits qui reflètent une conception à multiples facettes de la culture populaire qui va au-delà des critiques d'élitisme et de mercantilisme. Les « beauxarts » devraient appartenir à tous, une aspiration qui repose sur le soutien public aux résidences d'artistes, aux écoles de musique, aux théâtres et aux salles de concert. La créativité de base va de pair avec un secteur culturel indépendant fort. Les multinationales étrangères ne doivent pas s'emparer de la production européenne et la bloquer. Le financement public est le garant de notre exception culturelle, dont les Européens dépendent pour refléter leurs réalités et leurs expériences. Le 12 juin 2020, les ministres de la Culture du PSE ont adopté une déclaration appelant à consacrer davantage de ressources aux secteurs culturel et créatif dans le cadre de la relance après la pandémie de Covid-19. L'initiative des Capitales européennes de la culture offre une occasion unique aux villes sélectionnées de soutenir leurs scènes culturelles locales à l'aide de fonds supplémentaires et d'une plateforme permettant d'attirer l'attention extérieure.

- **Les autorités locales et la société civile doivent être équipées pour soutenir un accès large aux arts et à la culture grâce aux centres culturels et aux activités culturelles directement ou par des associations socioculturelles. Le financement des arts ne doit pas être prescriptif et doit refléter la diversité des talents, des idées et des expériences vécues.**

- **Nous avons besoin d'un système de chèque-culture européen pour rendre les activités culturelles plus abordables pour les jeunes.**

« À Charleroi, nous avons soutenu les musées, les cinémas et les travailleurs de l'industrie cinématographique: acteurs, scénaristes, artistes et techniciens. La culture est une part essentielle de notre travail. »

– Paul Magnette, président du PS belge

12 PRINCIPES POUR DES VILLES PROGRESSISTES

PARTICIPATION DES CITOYENS
GOUVERNEMENT LOCAL, RÉGIONAL, NATIONAL FINANCEMENT DE L'UE

MOBILITÉ PROPRE

EMPLOIS DE QUALITÉ

LOGEMENTS ABORDABLES

SENSIBILITÉ À LA DIMENSION DE GENRE

CULTURE ET ÉDUCATION

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

GESTION DURABLE DES DÉCHETS

FIN DU SANS-ABRISME

INCLUSION DES PERSONNES ÂGÉES

INCLUSION DES GROUPES MARGINALISÉS

AIDE AUX FAMILLES

SÉCURITÉ DANS LES RUES

2.5. **Garantir la sécurité urbaine pour tous**

Bien que les taux de criminalité aient diminué dans toute l'Europe au cours de la dernière décennie[25], trop d'habitants des villes continuent de voir leur vie et leurs activités perturbées par la délinquance et les problèmes de sécurité publique. Nous ne devons pas céder au chant des sirènes de ceux qui chercheraient à mobiliser ces véritables préoccupations pour attiser la haine et l'animosité, mais nous devons être capables de proposer des réponses aux demandes des citoyens tout en garantissant l'égalité de traitement de tous devant la loi. Le droit à la sécurité est un droit pour tous, quel que soit l'endroit où vous vivez en ville. Le maintien de l'ordre doit être exempt de préjugés, ce qui nécessite une formation appropriée des forces de police. Notre principe directeur devrait être le maintien de l'ordre par consentement et le moyen d'y parvenir devrait être la police de proximité. La gestion des troubles de voisinage et des comportements antisociaux nécessite un dialogue à long terme et l'établissement de relations avec tous les résidents, quels que soient leur âge et leur origine, afin d'instaurer un plus grand degré de confiance.

Le temps de la police devrait également être consacré à une meilleure application de la sécurité routière. Le nombre de décès sur les routes des villes diminue plus lentement que dans d'autres régions[26], ce qui constitue un facteur clé qui empêche de nombreuses personnes de passer à des modes de transport plus respectueux de l'environnement. Comme nous le verrons au chapitre 5, les usagers vulnérables tels que les piétons (en particulier les enfants et les personnes âgées) et les cyclistes doivent se voir accorder le droit de passage afin d'améliorer la sécurité routière pour tous les usagers.

Les autorités locales sont des acteurs de première ligne dans la lutte contre les violences fondées sur le genre, et elles fournissent un grand nombre des services d'urgence et de soutien essentiels sur lesquels comptent les victimes d'abus. Les dommages causés à ces services par l'austérité doivent être réparés si nous voulons assurer la sécurité et le bien-être des femmes et des enfants dans nos villes. Les agents de police devraient recevoir une formation appropriée sur la manière de traiter les survivants d'agressions sexuelles et d'autres violences fondées sur le genre. C'est à leur propre domicile que les femmes sont le plus fréquemment victimes de violences, et les municipalités peuvent apporter leur aide en établissant des liens entre les forces de l'ordre et les organisations caritatives, en soutenant les refuges pour femmes, les lignes d'assistance téléphonique 24h/24 et 7j/7 et d'autres systèmes d'orientation d'urgence. Les villes peuvent également réduire les risques pour les femmes dans les espaces publics en prenant des décisions d'aménagement tenant compte de la dimension de genre, par exemple en ce qui concerne l'éclairage des rues.

- **La criminalité et les troubles de la vie quotidienne – par opposition à la criminalité violente et organisée – doivent être traités par une police de proximité. Sous impulsion progressiste, le district de Zugló à Budapest a lancé une série de réunions entre les agents de police locaux et les habitants afin d'engager le dialogue.**[27]

- **La police n'est pas toujours le premier intervenant le plus adapté et il convient dès lors d'explorer d'autres services d'urgence. Par exemple, Stockholm a mis en place une ambulance de santé mentale pour traiter les comportements suicidaires et les troubles psychiatriques.**[28]

- **Les autorités devraient adopter l'approche « Vision Zéro » de la Suède en matière de sécurité routière, en prenant toutes les mesures nécessaires, y compris le ralentissement de la vitesse de circulation, pour réduire le nombre de morts et de blessés graves sur les routes.**[29]

- **En outre, comme cela a été le cas dans certaines villes européennes pendant le confinement lié à l'épidémie de Covid-19, des entités privées, telles que des pharmacies ou des bureaux de poste, ont proposé d'agir en tant que points de contact « secrets » pour dénoncer les cas de violence domestique. Ces points de contact pourraient constituer des lieux sûrs dans les villes européennes pour les hommes et les femmes maltraités. Le Centre public d'action sociale (CPAS) de la ville de Mons a mis en place le dispositif d'alerte « Parlez-en à votre pharmacien » pour apporter une aide aux victimes de violences domestiques pendant la période de confinement. Cette mesure permet à tous les pharmaciens des 19 communes de Mons de devenir de précieux intermédiaires entre les victimes et la structure de Violence Intra Familiale du CPAS de la ville de Mons.**[30]

- **Bologne a mis en place un dispositif complet d'accueil, de conseil et de soutien aux survivants de violences fondées sur le genre, et soutient le fonctionnement du Centre sans violence, qui offre des conseils aux hommes pour les aider à prévenir la violence.**[31]

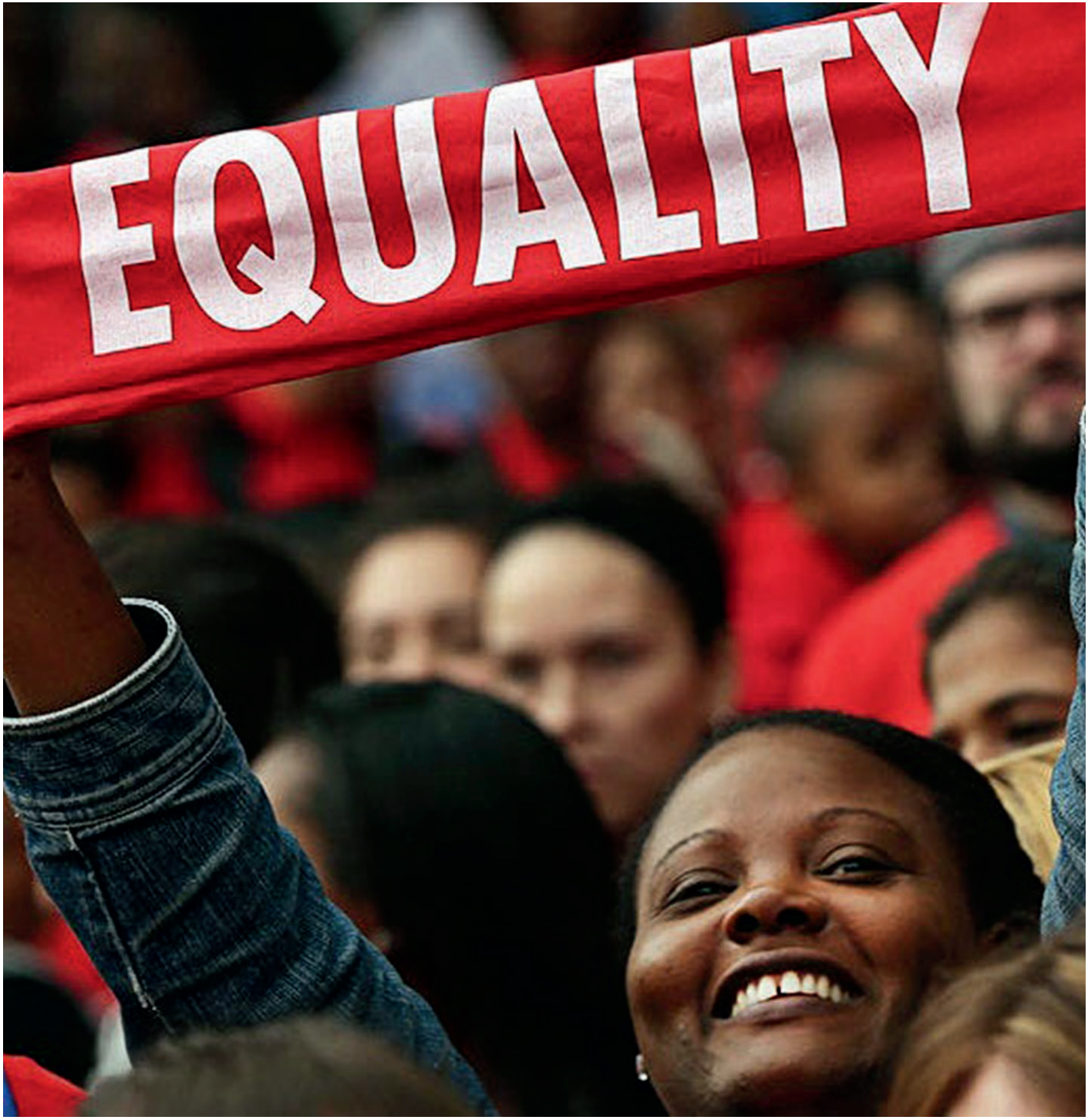
« La triste réalité, c'est que la violence à laquelle nous assistons dans nos rues aujourd'hui est un effet secondaire effroyable de l'inégalité croissante et de l'aliénation causées par des années d'austérité et de négligence. Vous ne pouvez pas réduire les services publics et les mesures de prévention et garder un taux de criminalité bas. »

– Sadiq Khan, maire de Londres

3 LUTTER POUR L'ÉGALITÉ ET L'ÉQUITÉ DANS LA POLITIQUE URBAINE

Les villes reflètent et amplifient les problèmes des pays dans leur ensemble, et l'inégalité n'y fait pas exception. Les plus grandes villes d'Europe juxtaposent des zones de privation aigüe et des zones de richesse excessive. Les faits montrent que l'inégalité des richesses et des revenus augmente dans les villes européennes, mais que c'est aussi le cas de la ségrégation socio-économique.[32]

Bien que les municipalités n'aient généralement pas le pouvoir de mettre en oeuvre nos solutions progressistes au problème de l'inégalité – notamment une fiscalité équitable, des États providence forts qui s'étendent à tous et des droits des travailleurs qui garantissent un salaire minimum décent[33] –, elles ont encore un rôle important à jouer dans la lutte contre la pauvreté et la promotion de la justice sociale et d'une véritable égalité des chances grâce à la mise en oeuvre locale des programmes nationaux et aux nombreux leviers politiques dont elles disposent. Il s'agit avant tout de la politique du logement, pour laquelle les villes ont la responsabilité de promouvoir des logements sociaux abordables et efficaces sur le plan énergétique, adaptés aux besoins des différentes familles et des individus. La plupart des villes possèdent également des compétences en matière de politique sociale, qu'il s'agisse de la gestion de la mise en oeuvre de programmes nationaux ou européens, ou de leurs propres initiatives. Pour être véritablement durable, une ville doit également prendre toutes les mesures disponibles pour lutter contre les inégalités et l'exclusion sociale des groupes vulnérables et marginalisés, tels que les enfants, les jeunes et les personnes âgées en situation de pauvreté, les sans-abris et les personnes issues de l'immigration.


EQUALITY

3.1. **Le logement : un droit, pas un marché**

« Nous construisons des maisons pour les jeunes partout en ville. Mais cela ne signifie pas que nous devions devenir une ville grise: nous avons élargi nos espaces verts de 50 à 53 % de la superficie totale de Vienne. »

– Michael Ludwig, maire de Vienne

L'accès au logement est un droit reconnu dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et inscrit dans le principe 19 du socle européen des droits sociaux. L'Union européenne compte 80 millions de personnes incapables de faire face au coût du logement[34]. Le coût du logement augmentant plus vite que les revenus, des modèles comme celui de Vienne, où 60 % des habitants de la ville vivent dans des appartements à loyer contrôlé appartenant soit à la municipalité soit à des coopératives, devraient être appliqués à d'autres villes d'Europe.[34]

Le manifeste électoral du PSE pour les élections européennes de 2019 appelle à un Plan pour un logement abordable en Europe, repris par nos collègues du groupe PSE dans le récent appel du Comité européen des régions pour un Pacte européen pour le logement[35]. Un tel plan devrait soutenir la construction de nouveaux logements abordables et la rénovation du parc de logements existant, le développement des quartiers par la communauté, l'utilisation durable des sols et l'acquisition de terrains pour des logements sociaux, publics et abordables. Le candidat commun du PSE Frans Timmermans a réussi à faire en sorte que la question du logement gagne en visibilité pendant la campagne pour les élections européennes et lors des auditions des commissaires. Nous voulons maintenant voir émerger des initiatives concrètes supplémentaires au niveau de l'UE pour améliorer la situation de tous les Européens en matière de logement, en particulier des plus vulnérables.

Sargfabrik, coopérative de logement gérée par les résidents, Vienne, 1996

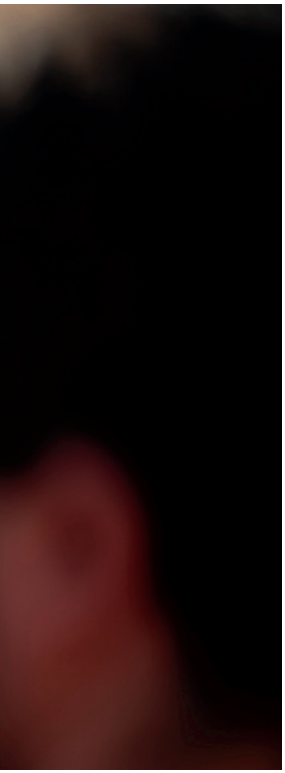
« Permettez-moi d'être très clair : la lutte contre le changement climatique est difficile et nécessite des politiques à long terme bénéficiant d'un large soutien populaire. C'est pourquoi la durabilité sociale est aussi importante que la durabilité environnementale. »

– Frans Timmermans,
Vice-président exécutif pour le pacte vert pour l'Europe

Cette observation vaut pour le caractère abordable des logements, mais aussi pour leur qualité et leur taille. De nombreuses régions d'Europe de l'Est ont connu un sousinvestissement chronique dans le logement pendant des décennies, ce qui s'est traduit par une offre insuffisante de nouvelles constructions et une dégradation rapide du parc immobilier existant. Bien que ces problèmes soient particulièrement importants dans les zones rurales, les personnes âgées et les plus démunies des villes sont également touchées[36].

Le problème vient en partie du fait que la législation européenne actuelle considère le logement comme un marché et non comme un service, ce qui signifie qu'il relève du droit de la concurrence. Pour que notre vision d'un programme urbain progressiste se réalise, le logement doit bénéficier du même type d'exception que l'éducation et la santé. C'est la seule façon pour que les villes et les gouvernements soient autorisés à jouer un rôle proactif pour garantir le droit à un logement abordable et de qualité. Cela contribuerait également à la création d'un troisième secteur dynamique dans le domaine du logement, comme en Autriche, au Danemark, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, en Suède, etc.

Plutôt que de demi-mesures, nous avons besoin d'un changement complet de paradigme vers un modèle de logement universel, dans lequel le logement social est destiné à tous les niveaux de revenus. Le discours actuel a perdu l'ambition des années d'après-guerre et n'a fait que conduire à la ghettoïsation. Le secteur privé doit être réglementé de manière à contribuer à la mixité sociale.



« Nous avons lancé un programme pour que chaque Parisien se trouve à moins de 5 minutes d'installations sportives et d'équipements de gymnastique. Nous avons amélioré la liaison avec les forêts, qui sont nos poumons verts. »

– Anne Hidalgo, maire de Paris

Outre l'augmentation de la demande face à l'insuffisance de l'offre, la hausse des loyers est alimentée par les promoteurs immobiliers qui spéculent sur la valeur des terrains. Les incitations commerciales et les modèles d'allégement fiscal pervers encouragent souvent les promoteurs à accumuler des terrains plutôt qu'à construire des maisons, car l'arrivée simultanée d'un trop grand nombre de maisons sur le marché en ferait baisser la valeur. Les organismes publics, les associations de logement et d'autres organismes innovants comme les organismes fonciers solidaires devraient réaffirmer leur rôle dans la garantie du droit au logement pour tous.

La réglementation du secteur privé restera l'un des principaux instruments pour fournir un logement abordable à tous : la transparence des loyers, la réglementation des loyers, le plafonnement des loyers, les contrats de location illimités, la protection contre l'expulsion pour les

- **Reconnaître que le logement est un droit de l'homme, et non une marchandise, et que le rôle de l'État est de fournir un logement sûr, décent et abordable pour tous.**
- **Élaborer un plan européen pour le logement abordable qui coordonne mieux les politiques européennes et les possibilités de financement. Les règles européennes en matière d'aides d'État devraient être réformées et clarifiées afin de ne pas entraver le logement social. La définition devrait être élargie afin de permettre la mise en oeuvre d'objectifs de durabilité tels que la « mixité sociale » et la « cohésion sociale ».** [37]
- **Les investissements dans les infrastructures sociales, comme le logement, devraient être**

exclus des règles budgétaires.

- Couvrir les besoins en logement des trois quintiles de revenus les plus bas et de réduire de moitié la surcharge du coût du logement au sein de ce groupe d'ici à 2030.

- L'indicateur de l'indice des prix des logements devrait être affiné et le seuil de référence pour le taux de surcharge des coûts du logement devrait être réduit de 40 % à 25 % du revenu disponible des ménages.

- Comme le souligne la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen dans son projet de rapport sur une Europe sociale forte pour des transitions justes, au moins 30 % de toutes les nouvelles constructions devraient être des logements abordables destinés aux groupes à revenus faibles et 30 % devraient être des logements abordables destinés aux groupes à revenus moyens.[38]

- Il y a lieu d'améliorer le financement de l'UE en faveur de la construction de logements abordables et de la rénovation à faible émission de carbone grâce à une augmentation du financement par l'intermédiaire des Fonds structurels européens, d'InvestEU et de la Banque européenne d'investissement.

- Des associations de construction et de gestion de logements sociaux suffisamment grandes devraient servir d'intermédiaires pour l'utilisation des fonds européens.

- Les villes devraient soutenir les projets d'organismes fonciers solidaires, qui permettent aux communautés d'acheter collectivement des terrains afin d'y construire des logements.

- Nous avons besoin de plus de logements adaptés aux personnes âgées. En outre, les villes doivent encourager la création de partenariats de logement intergénérationnel, comme l'ont fait Grenade, Darmstadt et bien d'autres villes.

- Dans les zones soumises à une forte pression, des pistes radicales doivent être explorées. Depuis décembre 2019, la ville de Barcelone a reçu l'autorisation d'acheter à 50 % du taux du marché des propriétés inoccupées depuis plus de deux ansxli. Berlin a récemment suivi l'exemple de Vienne, de Madrid et d'Amsterdam en procédant au plafonnement et au gel des loyers pendant cinq ans.[41]

- Les villes doivent prendre des mesures strictes concernant les expulsions : plusieurs critères doivent être fixés, conformément au droit international relatif aux droits de l'homme, notamment en s'engageant de manière significative envers les personnes touchées, en explorant toutes les alternatives viables et en relogeant les personnes dans des logements adéquats.

- Le marché du logement doit être réglementé de manière à éviter que des logements restent inoccupés, à empêcher la privation de logements publics ou sociaux, et à décourager la spéculation immobilière et l'accaparement des terrains grâce à des taxes sur la revente à court terme.

3.2. **Éradiquer la pauvreté énergétique et la pauvreté en eau**

Les questions de politique publique donnent rarement aux décideurs politiques la possibilité de résoudre deux problèmes en une seule fois, mais la hausse des prix de l'énergie et la nécessité de réduire notre consommation ont une solution commune : la rénovation juste et efficace sur le plan énergétique. Les prix de l'énergie représentent une charge supplémentaire sur le pouvoir d'achat, en particulier pour les ménages à revenus modérés. En 2018, 7,3 % des ménages européens n'ont pas été en mesure de chauffer suffisamment leur foyer, parmi lesquels 33,7 % des Bulgares et 22,7 % des Grecs[42]. En incorporant des exigences strictes en matière d'énergie pour les nouveaux logements et en modernisant massivement les bâtiments existants, l'UE peut contribuer à la réduction de la consommation d'énergie tout en améliorant de manière substantielle le niveau de vie sur tout le continent. Ces exigences doivent s'accompagner de mesures nationales visant à lutter contre la pauvreté énergétique et ses répercussions dévastatrices sur la santé et sur la qualité de l'air.

La Vague de rénovations annoncée par le vice-président exécutif Timmermans est un grand pas dans la bonne direction[43]. La Commission s'efforcera de briser les obstacles réglementaires à la rénovation des logements, ainsi que de fournir des informations et des fonds via les programmes de l'UE existants. L'objectif est de doubler le taux annuel de rénovation énergétique d'ici à 2030. Toutefois, en tant que socialistes et démocrates, nous prendrons position contre l'utilisation des rénovations comme excuse aux expulsions et nous nous opposerons fermement à ce que tout financement public soit utilisé à cet effet.

L'initiative de conception relative au nouveau Bauhaus européen qui accompagne cette stratégie doit être utilisée afin d'exploiter la qualité, l'innovation et la créativité de notre architecture, de notre mode de vie et de nos villes, tout en encourageant des conditions de vie durables dans l'intérêt de de tous plutôt que les bénéfices privés. Il convient de veiller tout particulièrement à ce que cette initiative ne profite pas seulement aux habitants et aux quartiers les plus favorisés.

- **Grâce à la participation totale et effective des autorités locales, les États membres doivent travailler rapidement à la mise en oeuvre de la Vague de rénovations et incorporer ses objectifs dans leurs plans nationaux pour le climat et dans leurs plans de relance.**
- **Les locataires ne doivent pas supporter les coûts des rénovations. En d'autres termes, les loyers ne devraient pas augmenter plus que les économies d'énergie, de manière à empêcher les expulsions consécutives à des rénovations.**
- **Les objectifs de l'économie circulaire s'appliquent également au secteur de la construction.**
- **La législation européenne en matière de marchés publics a une incidence sur la fourniture de logements. Il conviendrait d'introduire des critères de qualité spécifiques qui vont au-delà de l'offre financière et qui devraient être davantage pris en considération lors de l'examen des offres portant sur des projets de logements sociaux.**

3.3. **Lutter contre le sans-abrisme**

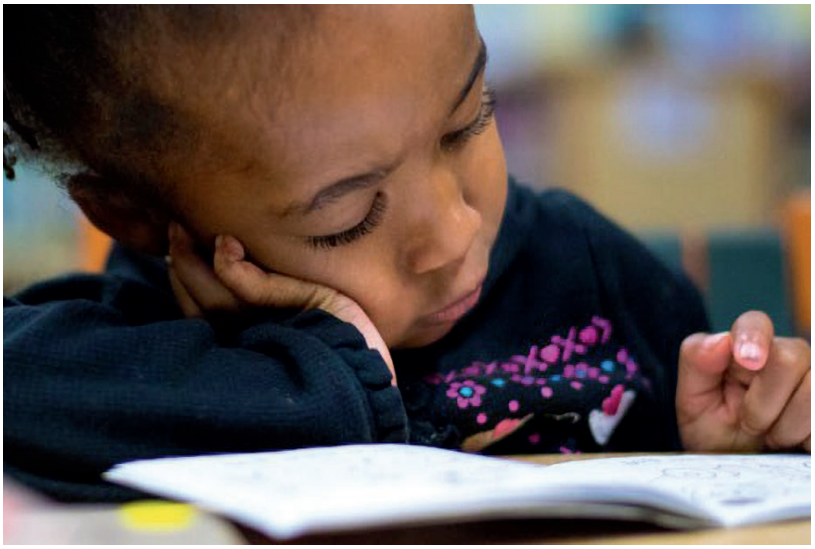
L'austérité et la hausse des coûts du logement ont entraîné une flambée du sans-abrisme dans la plupart des États membres de l'UE. L'Union européenne devrait encourager et soutenir des projets visant à lutter de manière intégrée contre le sans-abrisme, en se concentrant sur l'amélioration simultanée de la santé, du bien-être et des réseaux d'aide sociale des personnes sans-abri. Les produits d'hygiène essentiels, comme les produits d'hygiène menstruelle, doivent être offerts gratuitement aux personnes sans-abri. Nous nous opposons fermement à la criminalisation des personnes sans-abri, quelles qu'en soient les circonstances.

- **Les États membres doivent donner aux villes le pouvoir d'utiliser leurs budgets provenant du Fonds social européen plus pour lutter efficacement contre les formes de pauvreté les plus sévères ayant le plus d'incidence sur l'exclusion sociale, telle que le sans-abrisme.**
- **Les villes devraient prendre exemple sur le Danemark et la Finlande et adopter l'approche « Housing First » (Un logement d'abord) à l'égard du sans-abrisme. L'initiative Housing First vise à fournir rapidement une solution de logement permanente avant d'accompagner la personne sans-abri à l'aide de programmes d'aide sociale, lui laissant ce faisant une liberté de choix et un contrôle importants.**[44]
- **Les éléments d'« architecture hostile » – tels que des pics sur les rebords des fenêtres et des bancs publics individualisés – devraient être interdits dans les règlements d'aménagement public et d'urbanisme.**
- **Les capacités d'accueil des personnes sans abri et des victimes de violences sexistes doivent être élargies grâce à de nouveaux logements d'urgence, notamment en réaffectant des bâtiments publics.**
- **Nous devons adopter une définition unique du sans-abrisme dans l'UE, qui permettrait la comparaison et l'évaluation systématiques de l'ampleur du sansabrisme dans les différents pays de l'UE et qui permettrait d'assurer le suivi des taux de sans-abrisme au niveau de l'UE via des institutions comme Eurostat.**

3.4. **Un bon départ dans la vie pour les enfants**

Les autorités locales sont généralement responsables de la fourniture de l'éducation et de l'accueil des jeunes enfants (EAJE), auxquels l'accès reste très inéquitable dans de nombreux États membres. Des études ont démontré que la fourniture d'une éducation de la petite enfance de qualité était l'instrument le plus efficace pour réduire les écarts socio-économiques dans les résultats éducatifs. Dans certains pays, moins de 20 % des enfants issus de familles à faibles revenus participent à une forme quelconque d'EAJE, alors qu'ils sont plus de 70 % parmi les ménages se situant en haut de l'échelle des salaires. Les enfants européens âgés de 0 à 3 ans issus de familles se situant dans les 40 % des salaires les plus faibles ont près de 15 % de chances de plus d'obtenir des notes dans la moyenne à l'adolescence s'ils ont accédé à une éducation de la petite enfance à l'âge de 1 ou 2 ans.[45]

Dans notre manifeste de 2019, nous nous sommes engagés à introduire une garantie européenne pour l'enfance, à savoir le droit de tout enfant à accéder à des soins de santé, à un accueil de la petite enfance, à une éducation, à un logement et à une alimentation de qualité. La garantie pour l'enfance exigera des gouvernements centraux qu'ils accordent aux autorités locales les fonds et les outils nécessaires pour remédier à la fourniture insuffisante de ces services de base.



- **Les États membres doivent adopter une véritable garantie européenne pour l'enfance.**
- **Il y a dès lors lieu d'affecter aux villes des ressources suffisantes pour leur permettre de mieux relever les défis liés à la fourniture d'un logement, d'une éducation et d'un accueil de la petite enfance de qualité. La ville d'Hambourg garantit aux familles cinq heures de crèche gratuite par jour grâce à un système de coupon.**[46]
- **Même dans les villes où le soutien et les services adéquats existent, il reste essentiel d'atteindre efficacement les groupes vulnérables. Malmö a mis en place un guichet unique pour la garde d'enfants et l'éducation préscolaire, les conseils sanitaires et sociaux, le soutien pédagogique et l'apprentissage des langues pour les enfants et les parents.**[47]
- **Tout enfant a le droit de jouer, même dans des situations d'urgence. Pendant le confinement lié à l'épidémie de Covid-19, les villes de Gand et de Louvain sont allées à la rencontre des familles vulnérables pour fournir à des milliers d'enfants des jeux de société et des livres.**[48]

3.5. **Égalité des chances pour les jeunes et les personnes confrontées à l'exclusion sociale**

Grâce au commissaire européen chargé de l'emploi et des droits sociaux, le socialiste Nicolas Schmit, la garantie européenne pour la jeunesse va être prolongée pour les sept prochaines années. Elle vise à aider les jeunes de moins de 30 ans ne travaillant pas, ne suivant pas d'études ou de formation (dits « NEET ») à intégrer le marché du travail en leur garantissant une place dans l'éducation, l'emploi, l'apprentissage ou la formation dans les quatre mois suivant la fin de leurs études ou le début de leur période de chômage. De nombreuses autorités municipales effectuent un travail indispensable pour atteindre les groupes cibles et créer des partenariats durables entre les entreprises locales, les ONG et les établissements d'enseignement professionnel.[49]

Plus généralement, les municipalités devraient, en collaboration avec les ONG et les entreprises locales, éliminer le chômage de longue durée et aider les NEET de tous âges à (ré)intégrer le marché du travail. Grâce à l'action du Parti socialiste français, des villes comme Boulogne-sur-Mer et Marseille ont pu expérimenter des « territoires zéro chômeur de longue durée » qui considèrent le travail comme un bien commun à partager entre tous les habitants d'une communauté. Personne n'est dépourvu de compétences et nos villes ont de nombreux besoins non satisfaits qui gagneraient à ce que les allocations de chômage soient redirigées vers le soutien de tels programmesli.[50]

- **La garantie européenne pour la jeunesse mise à jour doit être déployée au maximum de son potentiel par les États membres, en permettant aux établissements d'enseignement et aux employeurs locaux de développer des partenariats à long terme pour atteindre les jeunes marginalisés et les intégrer au marché du travail. Berlin y parvient grâce à un guichet unique, l'Agence pour l'emploi des jeunes.**[51]

- **Les villes doivent ouvrir la voie à l'exploration de solutions innovantes en faveur de l'emploi à long terme, notamment des territoires zéro chômeur de longue durée qui rassemblent toutes les parties prenantes locales dans une tentative de réinsertion des NEET sur le marché de l'emploi, grâce à des emplois subventionnés d'intérêt commun.**

- **L'accès à l'information est essentiel pour les personnes menacées par l'exclusion. C'est la raison pour laquelle la ville de Rennes a engagé des médiateurs socionumériques pour aider les groupes cibles à accéder aux ressources en ligne.**[52]

3.6. **Des refuges pour les migrants et les demandeurs d'asile**

Des villes inclusives sont des villes qui s'ouvrent à d'autres groupes marginalisés tels que les migrants récents et les demandeurs d'asile, qui peinent souvent à accéder à l'éducation, à la formation, au marché de l'emploi, aux services de santé (notamment de santé mentale), au logement et à la participation civique active, des domaines dans lesquels les villes sont les mieux placées pour agir. Les migrants représentent une occasion en or d'enrichir nos sociétés et de réagir aux changements démographiques, et l'accueil des réfugiés est un impératif moral inscrit dans le droit international. De nombreuses autorités locales, comme la ville de Palerme et le réseau des « villes-havres » allemandes dirigé par Potsdam, sont plus engagées que leur gouvernement local dans la prise en charge des réfugiés et l'intégration de ceux qui souhaitent rester dans l'UE.

Il ne peut exister une approche universelle de l'inclusion des migrants, qui dépend de la taille de la ville et des particularités de son marché de l'emploi. C'est la raison pour laquelle il convient de donner aux villes les moyens de concevoir leur propre stratégie, pour autant qu'elles s'engagent en faveur du bien-être et de l'inclusion à long terme des personnes d'origine migrante, en véhiculant un message positif sur l'intégration des migrants et la consolidation du soutien citoyen. Nous avons appelé à l'établissement d'un fonds vers lequel les municipalités pourraient se tourner directement pour demander une aide à l'intégration des réfugiés et financer des projets pour les communautés locales.

« Les autorités locales doivent pouvoir s'exprimer sur les politiques du logement et d'intégration pour les demandeurs d'asile. En outre, le financement et des incitations suffisants doivent être disponibles aux niveaux national et européen, afin d'encourager autant de villes que possible à réaliser ces politiques. »

– Mike Schubert, maire de Potsdam, Allemagne

- **Le Fonds Asile, migration et intégration de l'UE doit être utilisé pour soutenir les initiatives des villes visant à répondre aux besoins de leurs différentes communautés de migrants.**
- **Un fonds d'intégration de l'UE devrait être créé pour financer des projets qui profitent aux communautés d'accueil dans les villes qui accueillent des réfugiés.**

4 DÉFENDRE LA DIVERSITÉ PAR L'ÉLABORATION DE POLITIQUES INCLUSIVES

En tant que microcosmes de la société dans son ensemble, les villes sont essentielles pour faire tomber les barrières de classe et de statut. Les villes durables sont des villes inclusives, des villes qui s'ouvrent aux jeunes, aux personnes âgées et aux parents, à ceux qui sont victimes de discrimination parce qu'ils sont d'une autre origine ethnique ou d'une autre religion, ou en raison de leur genre ou de leur identité sexuelle. À l'heure où les voix de l'intolérance se font plus fortes, notre vision progressiste des villes démocratiques et ouvertes consiste à réaffirmer leur rôle au premier plan de la lutte pour la justice sociale.

L'importance d'affirmer notre ouverture et de montrer notre fierté dans la diversité ne peut être exagérée, mais elle doit aussi être accompagnée d'actions concrètes pour évaluer l'incidence des politiques qui ont trop longtemps été conçues sur le principe selon lequel le citoyen « lambda » est un homme blanc qui gagne un bon salaire. Pour que nos résultats politiques soient plus équitables, nos procédures décisionnelles doivent tenir compte des différences et impliquer un plus large éventail de perspectives (voir également le chapitre 6).

4.1. **Une ville féministe**

Nos villes ne sont pas différentes de nos pays dans leur ensemble, dans la mesure où la place des femmes a toujours été marginalisée. En conséquence, les femmes restent moins visibles et restent sujettes à l'inégalité de traitement dans l'accès aux espaces publics et aux services publics. Cela doit cesser.

De nombreuses politiques publiques locales produisent des répercussions injustes sur les femmes parce que leurs différents besoins et usages des espaces publics ne sont pas pris en considération. C'est pourquoi nous soutenons l'utilisation généralisée de la budgétisation sensible au genre, selon laquelle les décisions d'imposition et de dépenses sont soumises à une évaluation de l'incidence sur le genre, afin de déterminer si elles ont des effets disproportionnés sur les hommes et les femmes. Les propositions relatives à des domaines politiques locaux spécifiques se trouvent ailleurs dans ce document, et nos collègues du PSE Femmes ont présenté une série de réformes structurelles dans leur document politique A Feminist Economy for Europe: *Towards a progressive economic system that works for women.*[53]

Les programmes spécifiques destinés à encourager les filles à envisager un plus grand choix et une plus grande variété de carrières professionnelles, tels que la « Journée des filles » et d'autres programmes visant à leur faire prendre conscience de leur corps pour développer une sexualité libre, devenir sûres d'elles et fières de leurs compétences et les aider à développer une forte personnalité, comme les cours d'autodéfense et la sensibilisation à la violence dans le monde en ligne, doivent être complétés par des programmes similaires destinés aux garçons pour surmonter les modèles violents dominants.

- **L'introduction de programmes pour les femmes artistes et la garantie d'une participation égale des femmes et des hommes dans tous les secteurs culturels doivent être une condition préalable à l'obtention de subventions publiques.**
- **Les villes devraient mettre en oeuvre des procédures de budgétisation sensible au genre pour s'assurer que leurs décisions de dépenses n'ont pas des répercussions injustes sur les hommes ou les femmes.**
- **Les villes devraient suivre les traces de Londres, Paris, Francfort et Ségovie en interdisant la publicité sexiste**[54]
- **La représentation des femmes et des minorités dans les espaces publics devrait être améliorée en nommant et en renommant de manière proactive les rues et les infrastructures publiques en l'honneur de femmes célèbres et de membres de groupes minoritaires.**

Villes progressistes et durables: récits et chiffres clés

Un même récit – faire la différence

« 75 % de la population de l'Union européenne vit dans et autour des villes ; les villes concentrent également 77 % des emplois. » **Nous devons mener notre combat pour l'égalité et la justice là où vivent les citoyens.**

« Les villes sont à l'épicentre de nombreuses crises actuelles : la crise de la santé, la crise de l'emploi, la crise des inégalités, la crise du logement et la crise climatique. » **Les citoyens peuvent compter sur les maires socialistes et progressistes pour apporter des solutions radicales.**

La nouvelle économie créera de nouveaux emplois.

Les villes appartiennent à tout le monde : les enfants, les jeunes, les femmes, les parents et les personnes âgées méritent des villes plus propres, où il est facile de se déplacer en toute sécurité et où aucun quartier n'est laissé pour compte ou isolé.

Emploi

En raison de la crise de la Covid-19, le chômage des jeunes est à nouveau en hausse dans toute l'Europe, pour s'établir à un taux de 17,8 % en décembre 2020. Ce problème concerne particulièrement les villes, qui concentrent de nombreux jeunes et des personnes confrontées à l'exclusion du marché du travail, comme celles issues de l'immigration. La numérisation et la transition énergétique offrent aux villes la possibilité de créer des milliers de nouveaux emplois.

La **Région de Bruxelles-Capitale** a utilisé les fonds disponibles dans la garantie européenne pour la jeunesse afin de remanier complètement son agence publique pour l'emploi. Elle a réussi à réduire de moitié le nombre de jeunes à la recherche d'un emploi sur une période de six ans. Des villes comme **Marseill**e expérimentent des territoires zéro chômeurs de longue durée, une garantie d'emploi pour les personnes confrontées à l'exclusion de longue durée.

Enfants et familles

Chaque enfant mérite un bon départ dans la vie grâce à l'accès à des soins de santé, à un accueil de la petite enfance et à une éducation de qualité. **La fourniture d'une éducation et d'un accueil de la petite enfance (EAJE) est l'instrument le plus efficace pour réduire les écarts socioéconomiques dans les résultats éducatifs.** Or, dans certains pays de l'UE, moins de 20 % des enfants issus de familles à faibles revenus participent à une forme quelconque d'EAJE, alors qu'ils sont plus de 70 % parmi les ménages se situant en haut de l'échelle des salaires.

Nous voulons étendre les services de garde d'enfants et les soins de santé communautaires au plus grand nombre de personnes possible. **Hambourg** montre l'exemple avec son réseau de près de 50 centres parent-enfant qui offrent aux parents des conseils et un soutien avant et après la naissance de leur enfant. Elle garantit aux familles cinq heures de garderie gratuite par jour grâce à un système de coupon. **Malmö** a mis en place un guichet unique pour la garde d'enfants et l'éducation préscolaire, les conseils sanitaires et sociaux, le soutien pédagogique et l'apprentissage des langues pour les enfants et les parents.

Mobilité

Chacun mérite de vivre dans un quartier propre, sain et sûr. Pourtant, en 2018, on estime que 379 000 décès prématurés étaient attribuables à la pollution atmosphérique. Ce problème touche de manière disproportionnée les familles les plus pauvres. Les déplacements domicile-travail en voiture occupent 90 fois plus d'espace que le même trajet en bus ou en tramway.

La ville de **Paris** s'est dotée d'un plan ambitieux pour rendre la mobilité plus durable. Avec plus de 1 000 kilomètres de pistes cyclables, l'infrastructure routière est repensée pour faciliter et sécuriser la vie des usagers des transports publics, des cyclistes et des piétons.

Le logement : un droit, pas une marchandise

Au cours de la dernière décennie, **le coût du logement a augmenté plus rapidement que les salaires.** En conséquence, plus de 80 millions d'Européens sont incapables de faire face au coût du logement et une flambée du sans-abrisme est observée dans presque tous les États membres de l'UE. 7,3 % des Européens n'ont pas les moyens de chauffer leur logement de manière adéquate.

Notre solution est simple : construire davantage de logements sociaux et abordables, et plafonner et geler les loyers dans les villes où les coûts s'envolent. La ville de **Vienne** n'a cessé de développer son parc de logements sociaux et, aujourd'hui, 60 % des habitants de la ville vivent dans des appartements à loyer contrôlé appartenant soit à la municipalité, soit à des coopératives, ce qui en fait l'une des villes les plus abordables et les plus mixtes socialement d'Europe.

Construire des villes plus sûres

« Dans le même temps, la criminalité de faible envergure continue de perturber la vie de nombreux citadins, les femmes en particulier ne se sentant pas en sécurité dans les lieux publics. »

Paris disposera bientôt d'une nouvelle police municipale pour améliorer la sécurité dans les espaces publics.

Une démocratie locale active

« Dans toute l'Europe, les citoyens perdent confiance dans les institutions, bien que les collectivités locales la conservent: dans une enquête Eurobaromètre de 2020, 52 % ont déclaré faire confiance à leur gouvernement local, contre 43 % pour les gouvernements nationaux. »

Les budgets participatifs comme à **Séville**, où une part du budget de la ville est consacrée à des projets proposés et débattus par des assemblées de citoyens, ouvre le processus démocratique et renforce le lien entre les besoins des citoyens et les actions publiques.

4.2. **Garantir que la ville appartient à tous**

Les autorités municipales ont la responsabilité de veiller à ce que les lieux publics et les forums d'engagement démocratique soient accueillants et accessibles aux personnes d'origines diverses, y compris les minorités ethniques et religieuses et les membres de la communauté LGBTQ+.

Bien que l'émergence de zones « anti LGBT » en Pologne soit particulièrement alarmante, il ne suffit pas que les villes n'approuvent tout simplement pas les politiques ouvertement discriminatoires. Le harcèlement dans la rue et à l'école est une dimension visible, mais la discrimination peut être plus subtile et plus répandue, par exemple dans l'accès au logement et dans les relations avec les fonctionnaires. Les villes progressistes doivent mettre en place des plans d'action pour traiter la manière dont les femmes et les minorités subissent un traitement différencié dans la ville.

La diversité doit être défendue, mais aussi célébrée. C'est pourquoi nous sommes favorables à l'organisation d'un large éventail de festivités publiques organisées par les nombreuses communautés différentes qui composent nos villes. Nous restons fortement engagés à faciliter l'organisation des marches des fiertés.

« J'ai été élu premier maire ouvertement gay de Pologne et d'Europe centrale. Mon élection a marqué un tournant : l'attention des médias, nos débats sur la tolérance, sur l'ouverture d'esprit et sur la diversité ont incité les citoyens à agir différemment. À Słupsk, nous avons introduit une "Charte de la diversité". C'est la première ville de Pologne à le faire. »

– Robert Biedroń, député européen, ancien maire de Słupsk, Pologne

- **Les autorités municipales doivent écouter les voix de la communauté concernant la discrimination multidimensionnelle subie par les membres des communautés minoritaires, qu'elle soit fondée sur l'ethnicité, la religion ou l'orientation sexuelle, et répondre par des mesures concrètes pour éduquer les citoyens et les fonctionnaires Malmö dispense une formation anti-discrimination à tous les cadres de l'administration municipale, afin de garantir un lieu de travail sans discrimination.**[55]

- **La ville de Bruxelles a récemment annoncé un plan d'action visant à améliorer la sécurité de la communauté LGBTQI+ en introduisant une formation pour tous les agents publics.**[56] **Les villes devraient s'efforcer de faire connaître clairement leur engagement en cherchant à être reconnues comme des destinations favorables aux LGBTQI+ pour les touristes et les nouveaux résidents.**

4.3. **Des villes adaptées aux personnes âgées et aux personnes handicapées**

Nos sociétés vieillissent au même rythme que nos villes. Bien que leur population soit généralement plus jeune que les moyennes nationales, notre tendance à considérer les villes comme des lieux destinés aux jeunes risque de faire oublier la grande partie de la population urbaine qui est composée de personnes âgées et retraitées. Les difficultés de logement, la pauvreté énergétique, le manque d'inclusion dans le débat public peuvent tout aussi bien affecter les personnes âgées que les jeunes. Outre ces problèmes d'exclusion sociale, les personnes âgées sont souvent confrontées à des problèmes de mobilité réduite, tout comme de nombreuses personnes de tous âges souffrant de handicaps physiques.

Comme pour l'inégalité entre les sexes, la discrimination liée à l'âge et la discrimination envers les personnes handicapées peuvent se manifester dans tous les domaines de la politique locale. Nous devons dès lors adopter une approche transversale pour aborder ces questions, notamment en ce qui concerne le logement adapté et l'accessibilité des espaces, des services et des transports publics. Il va sans dire que tous les nouveaux bâtiments, les réaménagements urbains, les infrastructures de transport public et les véhicules doivent être conçus en tenant compte des utilisateurs de fauteuils roulants et des personnes souffrant de handicaps sensoriels. Mais dans de nombreux pays, la rapidité de la modernisation est insuffisante pour répondre aux besoins urgents des différents utilisateurs.

- **Les principes de l'Organisation mondiale de la santé concernant les villes-amies des aînés devraient être intégrés dans l'élaboration des politiques locales en évaluant l'incidence sur les personnes âgées en ce qui concerne l'environnement bâti, les transports, le logement, la participation sociale, le respect et l'inclusion sociale, la participation civique et l'emploi, la communication, ainsi que le soutien communautaire et les services de santé.**[57]

- **Les Access City Awards (Prix des villes les plus accessibles) de la Commission européenne sensibilisent aux questions d'accessibilité dans l'urbanisme et les transports, mais l'UE devrait en faire davantage pour promouvoir l'utilisation des principes du « design pour tous » dans les infrastructures nouvelles ou réaménagées.**

London

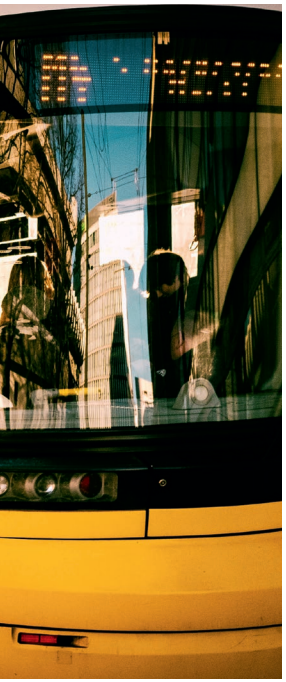
5 REPENSER LA MOBILITÉ POUR UNE TRANSITION JUSTE

La mobilité, en particulier dans les zones urbaines, a connu des changements fondamentaux au cours des dernières années. Le changement de paradigme vers des solutions de transport durables non basées sur le carbone est toujours en cours. Certaines villes ont mis en oeuvre avec succès les premières étapes, mais le défi reste central pour la planification urbaine, les possibilités de financement et les efforts supplémentaires pour réaménager et réimaginer les quartiers, ainsi que pour reconnecter les villes avec leurs zones périurbaines et rurales environnantes. Notre principal engagement doit être de réaliser nos ambitions en matière de politique climatique tout en rendant les villes plus vivables pour tous.

Les solutions de transport multimodal qui sont accessibles aux personnes à mobilité réduite (personnes âgées, personnes handicapées, parents avec des poussettes) doivent jouer un rôle crucial pour atteindre ces objectifs. Les mesures nécessaires pour honorer nos engagements doivent comprendre la réduction du transport automobile individuel par moteur à combustion, la modernisation et l'électrification de nos flottes, l'extension et l'amélioration des réseaux et des services de transport public, en mettant notamment l'accent sur les services ferroviaires, ainsi que sur la construction de pistes cyclables et de voies piétonnes nouvelles et améliorées. L'infrastructure de mobilité du futur doit donner la priorité aux transports publics, aux vélos et aux piétons en permettant aux navetteurs de passer de la voiture au vélo et aux transports publics. Une attention particulière doit être accordée aux trajets quotidiens plus compliqués et à arrêts multiples des femmes en raison de leurs responsabilités de soins non rémunérées, qui façonnent considérablement leurs besoins de mobilitélix. Grâce à l'investissement et à la planification prospective, les options durables en matière de mobilité doivent également être les plus pratiques. Les personnes dépendantes de leur voiture doivent disposer d'alternatives viables avant de se voir imposer des charges financières supplémentaires.

Berlin

Un schéma illustrant le concept de la «ville du quart d'heure», utilisé par Paris en commun, la plateforme d'Anne Hidalgo pour sa réélection à la mairie de Paris en 2020.
Micael



À long terme, le meilleur type de voyage est le voyage qui ne se fait pas, et les villes doivent être repensées en fonction de cette ambition. La ville du quart d'heure, dans laquelle les foyers, les lieux de travail, les services publics et les magasins sont accessibles en 15 minutes à pied ou par les transports publics, devrait constituer la base de notre planification à long terme. Ce concept ne s'applique pas seulement aux centres-villes denses, mais aussi aux banlieues, dont les habitants doivent bénéficier des mêmes droits à un mode de vie accessible et sans voiture.

« Notre travail, c'est de proposer des alternatives à l'utilisation de la voiture, avant d'interdire les voitures diesel ou les voitures en provenance du centre de Budapest. C'est la seule approche durable. »

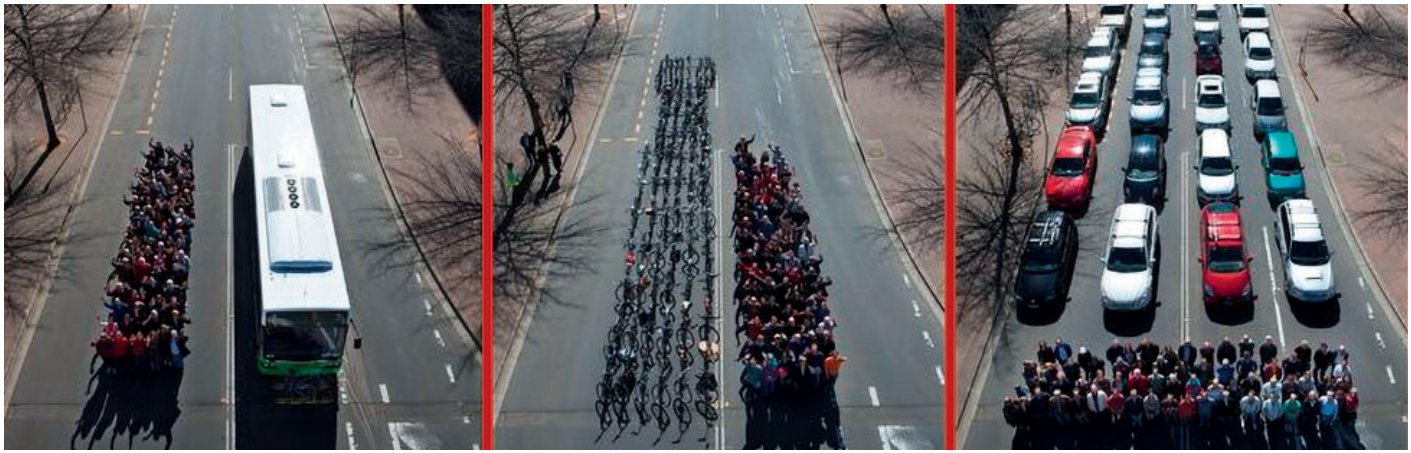
– Gergely Karacsony, maire de Budapest, Hongrie, élu avec le soutien du parti socialiste hongrois (MSZP)

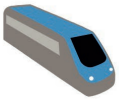
Si le thème de la mobilité urbaine évoque souvent des images de métropoles densément construites avec une couverture étendue de métros classiques et légers, trams et bus assurant des liaisons de quartier à quartier, notre objectif est également d'aborder la situation des villes petites et moyennes dont les habitants dépendent beaucoup plus de la voiture particulière. La faible densité crée des défis supplémentaires pour les réseaux de transit et se traduit souvent par des connexions reliant exclusivement le centre-ville à la périphérie, plutôt que les périphéries entre elles. C'est pourquoi les infrastructures pour les cyclistes, les piétons et le covoiturage sont si essentielles, en combinaison avec des investissements dans des services de bus fréquents et réguliers, pour permettre aux résidents de bénéficier d'une certaine flexibilité sans avoir à utiliser leur voiture. Cela démontre également l'importance de fournir des services là où les gens vivent plutôt que de les forcer à se déplacer, quelle que soit la taille de la ville.

5.1. **Répartition de l'espace urbain**

L'espace est rare dans les zones urbaines. Une grande partie de l'espace dans nos centresvilles est consacrée à la mobilité et la voiture est de loin la solution de transport la moins efficace en termes d'espace. La Commission européenne constate qu'un trajet en voiture pour rentrer chez soi ou se rendre au travail prend 90 fois plus de place que si le même trajet était effectué en bus ou en tramway[60]. Le transport individuel motorisé, avec les problèmes associés de pollution atmosphérique, de congestion, de bruit et de blessures dues au trafic, ainsi que la redistribution de l'espace, est central pour parvenir à un changement de la répartition modale et à des environnements urbains durables. La grande majorité des automobilistes sont des hommes, qui conduisent généralement seuls, ce qui a biaisé la configuration des villes au détriment des autres modes de transport majoritairement utilisés par les femmes[61]. Compte tenu des défis auxquels les villes sont actuellement confrontées, la reprise d'une partie de l'espace routier consacré aux voitures se justifie pour des raisons sociales, sanitaires, environnementales et économiqueslxii. La redistribution de l'espace vers des espaces de loisirs et d'autres formes de transport telles que les transports publics et les transports non motorisés doit s'accompagner d'avantages supplémentaires pour tous, y compris les conducteurs et les chauffeurs désireux et capables de faire le changement. Les zones à faibles émissions dans nos centres-villes peuvent également réduire considérablement les niveaux de pollution et de bruit, tout comme la réduction des limites de vitesse en ville à 30 ou même 20 km/h.

Pour ceux qui dépendent de leur voiture, en particulier les travailleurs ou les groupes vulnérables, le covoiturage pourrait être encouragé grâce à un réseau de points d'accès et de solutions d'infrastructure numérique (soutenus par des centres communautaires) qui permettent de mettre en relation des personnes ayant un parcours similaire. Les avantages du covoiturage, comme des voies spéciales de covoiturage ou des conditions de stationnement préférentielles, doivent être pris en considération. L'électrification de cette flotte essentielle doit être encouragée, notamment en fournissant l'infrastructure de recharge nécessaire et en soutenant la modernisation de ces voitures par des primes et des incitations fiscales.



	Arrêter un taxi	683g CO2e
	Covoiturage	455g CO2e
	Électrique	220g CO2e
	Covoiturage électrique	146g CO2e
	TEC	103g CO2e

Emissions de CO2 des différents modes de déplacement

- **Il convient de fournir et d'encourager davantage l'infrastructure numérique pour soutenir les efforts de partage de voitures et de covoiturage.**
- **L'électrification de la flotte nécessaire restante et des infrastructures d'appui doit être soutenue par des allégements fiscaux et des financements.**
- **Nous demandons aux villes et à la gouvernance locale de limiter l'espace consacré au transport individuel motorisé et d'encourager les utilisations récréatives et les transports publics ainsi que les solutions de transport non motorisé. Cela implique également de réserver des places de parking aux véhicules et vélos électriques plutôt qu'aux voitures à moteur à combustion.**
- **Les nouveaux systèmes de gestion du trafic peuvent contribuer à réorienter les infrastructures existantes pour les adapter à de nouveaux usages, en donnant la priorité aux véhicules et aux utilisations à faibles émissions de carbone et à zéro émission de carbone.**
- **Pour lutter contre la pollution et les blessures et décès dus à la circulation routière, la limite de vitesse dans les zones urbaines devrait être réduite à 30 km/h.**
- **Les personnes les plus dépendantes de la voiture doivent pouvoir continuer à l'utiliser pour leurs tâches quotidiennes et essentielles.**

« Lisbonne est la première capitale du sud de l'Europe à recevoir la distinction de capitale verte européenne, et le jury a constaté qu'elle s'était améliorée à tous les égards. Par exemple, le taux de recyclage est supérieur à 34 % et seul 1 % des déchets est envoyé à la décharge. Parmi les autres points forts, citons le réaménagement des espaces publics, l'augmentation de 250 hectares d'espaces verts depuis 2008 et le nettoyage du fleuve Tejo. »

– Fernando Medina

5.2. **Transports publics**

Les transports publics – y compris les bus, électriques et à combustion, les trams, les trolleybus et les métros – sont essentiels pour atteindre nos engagements en matière de réduction des émissions de carbone, les objectifs du pacte vert pour l'Europe et les objectifs de développement durable. Ces réseaux doivent poursuivre leur développement afin d'augmenter leur couverture, leur fréquence et leur fiabilité et d'encourager une meilleure utilisation. Avec le soutien du Parti socialiste ouvrier luxembourgeois, de ses ministres et de ses représentants locaux, le Luxembourg a rendu cette année les transports publics gratuits[62], devenant ainsi le premier pays au monde à rendre tous les transports publics nationaux gratuits. C'est un grand pas en avant pour offrir à tous des possibilités de mobilité flexibles et pour encourager les alternatives durables aux voitures à moteur à combustion. Toutefois, les aspects financiers du transport urbain ne sont qu'un côté de la médaille, car un réseau de transports fréquents et ponctuels, avec une capacité suffisante, peut inciter les gens à passer de leur voiture à des modes de transport plus durables. Au-delà du coût pour l'usager, qui est essentiel pour encourager l'utilisation des transports publics, nous soutenons également les investissements à tous les niveaux pour entretenir les réseaux et étendre leur portée et leurs fréquences afin de rendre les transports publics non seulement plus abordables, mais aussi plus pratiques. Il est essentiel de recueillir des données ventilées par sexe sur l'utilisation des transports publics afin de comprendre pleinement l'incidence des politiques de transport en commun sur les hommes et les femmes. Les tickets de transport qui ne sont valables que pour une seule ligne font augmenter les coûts pour les femmes, qui sont susceptibles de changer de ligne plus souvent en raison des trajets plus compliqués associés aux responsabilités de soins telles que la garde des enfants et les achats alimentaires.

Luxembourg

- **Le prix abordable doit être notre mot d'ordre, et nous devons oeuvrer en faveur de la gratuité des transports pour les jeunes, les personnes âgées et les chômeurs. Dans les plus petites villes où les transports publics sont sous-utilisés, la gratuité des transports en commun pour tous peut contribuer à accroître leur utilisation.**

- **Des investissements dans les transports publics doivent être réalisés pour accroître la portée, la fiabilité des capacités et la fréquence des réseaux existants, pour étendre les réseaux et pour fermer les boucles existantes.**

- **La planification et l'aménagement des villes doivent prendre en considération la correspondance avec les transports publics et la possibilité de ne compter que sur les options de transport public lors de la planification de nouveaux quartiers et du réaménagement des quartiers existants.**

- **Les flottes d'autobus existantes doivent être mises à niveau avec de nouvelles options à faibles émissions ou à émissions nulles, ou bien être modernisées. Cela peut réduire les coûts des transports publics à long terme tout en diminuant la pollution et les niveaux de bruit dus au trafic.**

- **Les infrastructures de transport public doivent être accessibles à tous. Cela implique également de prendre en compte les besoins spécifiques des plus jeunes, des personnes âgées et des personnes handicapées. Leurs exigences doivent être intégrées dans le développement de nouveaux projets, tandis que les infrastructures existantes doivent être mises à jour rétrospectivement.**

5.3. **Cyclistes et piétons**

Les déplacements à vélo et à pied sont essentiels pour rendre les villes plus vivables et encourager les solutions de mobilité sans carbone. Cela signifie essentiellement que les pistes cyclables et les trottoirs sont sûrs –- idéalement séparés de la circulation automobile – et bien reliés, et qu'ils rendent globalement les transports agréables. Ces concepts comprennent la bonne qualité des trottoirs, de la circulation et de l'état des routes, des passages dégagés pour les piétons et les cyclistes et l'accessibilité des bâtiments. L'urbanisme et l'aménagement des quartiers doivent veiller, dans leurs concepts de circulation, à ce que les droits des plus vulnérables – en particulier les enfants et les personnes âgées – dans la circulation soient respectés et à ce que la marche et le vélo soient sûrs, rapides et agréables.

Le développement récent des « rues partagées » ne peut se substituer à de véritables zones piétonnes. En l'absence de trottoirs surélevés, les piétons souffrant de handicaps sensoriels peuvent avoir plus de mal à distinguer les surfaces où les voitures sont et ne sont pas autorisées à circuler, ce qui crée un risque de danger. Même si les piétons sont prioritaires, ils restent les utilisateurs les plus vulnérables des espaces publics et doivent être protégés en conséquence.

Des trottoirs et des pistes cyclables larges, bien entretenus et non obstrués, avec un accent mis sur les axes principaux de mobilité pendulaire, peuvent contribuer à augmenter la circulation des cyclistes et des piétons, ce qui se traduit par une diminution de la circulation automobile et donc des embouteillages et de la pollution atmosphérique et sonore. Afin d'assurer la sécurité de tous les usagers, il convient de mettre l'accent sur les cyclistes et les piétons dans l'éducation routière – y compris dans les formations de conduite.

- **Le vélo et la marche ont non seulement la plus faible empreinte carbone de tous les moyens de transport, mais ils présentent également les plus grands bénéfices directs pour la santé. Les pistes cyclables et les larges trottoirs doivent être intégrés dès le début dans les nouvelles infrastructures routières, de manière à éviter les pistes cyclables interrompues ou les obstacles. Les vélos et les piétons devraient avoir la priorité.**

- **Le cyclisme et les vélos en libre-service dans les centres-villes sont des éléments essentiels de la solution de transport multimodal. Les vélos en libre-service doivent donc être accessibles au public à bas prix et déployés en fonction des habitudes de déplacement dans les villes.**

- **Des exemples réussis de villes moyennes (par exemple La Rochelle, France, 75 000 habitants) montrent que le vélo en libre-service n'est pas réservé aux grandes villes.**

- **Les pistes cyclables, en particulier le long des principales lignes de banlieue, doivent être renforcées et intégrées dans les réseaux routiers existants, tout en étant idéalement séparées des voies réservées aux voitures. Ces autoroutes cyclables peuvent grandement contribuer à réduire la durée des trajets à vélo et à rendre les déplacements plus sûrs.**

6 ENCOURAGER UNE DÉMOCRATIE LOCALE ACTIVE ET UNE BONNE GOUVERNANCE

La méfiance grandissante à l'égard des autorités publiques témoigne des inégalités socioéconomiques croissantes et de la perception d'une déconnexion entre les décisions et ceux dont elles affectent la vie. Cela a alimenté un scepticisme et une méfiance croissants envers les institutions démocratiques, qui ont été exploités par ceux qui encouragent le racisme, la xénophobie, le sexisme, l'homophobie et la transphobie. Nous avons une vision positive de la société, fondée sur l'égalité et l'inclusion. Nous ne pouvons tolérer la ghettoïsation et le défaitisme face à la pauvreté et à l'insécurité. La démocratie locale et l'action publique sont les garants de la liberté d'expression, de la liberté de conscience et de religion, et de la liberté de mener une vie sûre et épanouie.

Les villes ont un rôle multidimensionnel à jouer dans la lutte pour des sociétés libres et inclusives. En tant que niveau décisionnel le plus proche des citoyennes et des citoyens, les villes ont un fort potentiel pour favoriser la démocratie participative et renforcer leur engagement dans la vie démocratique. Notre manifeste électoral de 2019 soutenait fermement « l'engagement civique, la responsabilité publique et la justice et transparence des processus décisionnels à tous les niveaux »[64]

En tant que prestataires de services publics et d'infrastructures communautaires, les villes devraient s'efforcer de doter les personnes de tous âges des compétences sociales et éducatives nécessaires pour s'épanouir en tant que citoyens pleinement engagés. Pour ce faire, elles doivent garantir des installations de qualité pour l'éducation formelle et soutenir l'accès universel à l'accueil des enfants, mais aussi dans des cadres moins formels en favorisant un écosystème dense de groupes communautaires, d'associations à but non lucratif et d'organisations caritatives qui nous encouragent à veiller sur nos concitoyens de tous âges et à nous engager auprès d'eux. L'apprentissage est un exercice qui dure toute la vie, et les autorités locales doivent aider la société civile à atteindre tous les groupes démographiques. Les arts, la culture et le sport sont essentiels à notre bien-être en tant qu'individus, mais aussi à une saine compréhension de nos relations avec les autres et de notre place dans la société.

6.1. **Participation accrue et améliorée des citoyens**

Une gouvernance communale intelligente fait des villes des lieux de collaboration entre les différents acteurs. C'est au niveau local que les citoyens peuvent – et veulent – participer directement à la prise de décisions et à leur mise en oeuvre ; c'est le niveau où les citoyens voient immédiatement la valeur ajoutée des nouvelles politiques. Les villes et les arrondissements deviennent des laboratoires pour explorer et élaborer des politiques qui concilient les besoins sociaux, écologiques et économiques. La participation des citoyens est également d'une grande importance pour l'acceptation par le public des mesures environnementales qui sont susceptibles de modifier leurs habitudes quotidiennes. Cette participation et cette acceptation permettront en fin de compte d'accélérer l'action en faveur du climat et de l'étendre à une plus grande échelle.

Il reste un fossé profond entre nos aspirations et les réalités de la participation des femmes à la vie publique. En 2019, seulement 1% des maires élus étaient des femmes, et sur les 28 capitales de l'Union, seules huit étaient dirigées par des femmes[65]. Il n'y a aucune raison pour que la parité ne soit pas atteinte dans les administrations municipales, et lorsqu'elle n'est pas imposée par la loi, nous pensons que les partis doivent prendre l'initiative pour atteindre cet objectif.

- **Les citoyens et les citoyennes devraient avoir davantage de possibilités de partager leurs points de vue tout au long du processus décisionnel, dans un format ouvert et accessible. Les auditions et consultations publiques doivent être menées selon des méthodes qui les rendent accessibles à tous, afin qu'ils puissent être étroitement associés à la mise en oeuvre et à l'évaluation de toutes les politiques de la ville et que les voix les plus fortes ne soient pas les seules à être entendues.**

- **Parallèlement à la démocratie représentative, d'autres modes de participation doivent être explorés et soutenus pour impliquer les citoyens entre les échéances électorales et pendant les mandats électoraux. Des pratiques telles que les assemblées citoyennes, les panels de citoyens sélectionnés au hasard et la budgétisation participative devraient être utilisées plus souvent et développées pour compléter l'action des représentants élus. Le Parlement de la région de Bruxelles-Capitale met en place des commissions délibérantes mixtes citoyens-députés afin d'impliquer des personnes tirées au sort dans le processus décisionnel.**

- **Les questions devraient être traitées de manière aussi décentralisée que possible, par exemple au moyen de comités consultatifs de quartier qui peuvent fournir un retour d'information sur la répartition effective des services publics et des infrastructures.**

- **À cette fin, les fonds européens tels qu'Erasmus+ devraient aider les villes à soutenir un écosystème de société civile florissant en fournissant des fonds et des équipements collectifs aux organisations qui représentent des groupes et des causes locales.**

- **Des assemblées d'enfants et de jeunes devraient être créées afin d'encourager un sens de l'engagement civique dès le plus jeune âge.**

- **Nous ne pouvons tolérer que des ressortissants de pays tiers continuent d'être exclus de la vie démocratique locale, et nous demandons donc une révision de la directive européenne sur le droit de vote aux élections municipales.**

6.2. **Éduquer les citoyens de demain**

Les villes sont souvent étroitement impliquées aux côtés des autorités nationales dans l'offre d'enseignement primaire, parallèlement à leur soutien aux initiatives locales et aux structures à but non lucratif actives dans le secteur de l'apprentissage tout au long de la vie, ce qui en fait des acteurs clés de l'éducation tant formelle qu'informelle. Cela signifie qu'elles ont un rôle important à jouer dans la mise en oeuvre du premier principe du socle européen des droits sociaux : le droit à une éducation de qualité. En tant que socialistes et démocrates, nous pensons que l'éducation doit être un bien public auquel tous ont accès, quels que soient l'âge, le sexe ou le milieu socio-économique.

En particulier, l'éducation permet aux enfants et aux jeunes adultes de développer les compétences sociales et émotionnelles nécessaires pour participer pleinement aux sociétés démocratiques. L'éducation et l'accueil des jeunes enfants (EAJE), par exemple, sont associés à une meilleure alphabétisation, à l'autorégulation et aux compétences socioémotionnelles[65]. L'école est très souvent le premier forum où les enfants apprennent et vivent la démocratie représentative, grâce aux cours d'éducation civique, aux délégués de classe et aux conseils d'école.

Les villes devraient saisir l'occasion de s'appuyer sur ces structures et élargir la portée de l'engagement à d'autres domaines de la vie civique. Les services publics et les mesures de soutien aux initiatives communautaires et aux organisations à but non lucratif doivent être conçus en tenant compte de la dimension intergénérationnelle, notamment l'accès à la culture et aux sports sous toutes leurs formes. Ils permettent de jeter des ponts entre les sexes, les ethnies, les classes sociales

et les orientations sexuelles, en mettant en pratique les valeurs de tolérance et d'inclusion qui devraient être au coeur des programmes d'études nationaux.

Bien que les étudiants puissent ne vivre dans une ville que le temps d'obtenir leur diplôme, ils restent une cohorte importante de la population de nombreuses petites villes. Qu'ils vivent dans la ville ou sur un campus, ils doivent être intégrés au mieux parmi les résidents plus permanents et dans les organisations et les institutions qui les accueillent. Les partenariats avec les universités offrent aux habitants de tous âges des possibilités inégalées de formation continue et d'apprentissage tout au long de la vie, et les étudiants ont la possibilité d'apporter une contribution significative à la vie locale grâce au volontariat et aux pratiques culturelles. Les possibilités d'enrichissement mutuel sont innombrables.

- **Des assemblées d'enfants et de jeunes devraient être créées afin d'encourager un sens de l'engagement civique dès le plus jeune âge.**
- **Les activités extrascolaires telles que les sports et les pratiques culturelles devraient être rendues accessibles à tous. Toutes les disciplines et tous les modes d'expression devraient recevoir un financement approprié.**
- **Le programme Erasmus+ devrait continuer à soutenir les initiatives de partenariats transfrontaliers entre écoles et associations impliquant les jeunes dans la participation civique, les arts, la culture et le sport.**
- **Dans le contexte de la pandémie de Covid-19, le droit à l'éducation est intrinsèquement lié au droit à la connectivité numérique. L'accès aux outils en ligne doit être garanti pour tous.**

6.3. **Des villes et des services publics intelligents qui répondent aux besoins des citoyens**

Les autorités locales sont responsables de nombreux services publics essentiels sur lesquels nos citoyens s'appuient, soit par l'exercice de leurs propres compétences, soit par la mise en oeuvre de programmes nationaux. Dans de nombreux pays, la grande majorité des interactions qu'un citoyen établira avec l'État passeront par les autorités locales. En d'autres termes, ces dernières ont la lourde responsabilité de montrer l'exemple dans l'utilisation des fonds publics et de mettre en pratique notre conviction socialiste fondamentale selon laquelle le secteur public doit remédier aux nombreuses défaillances du marché par l'action directe.

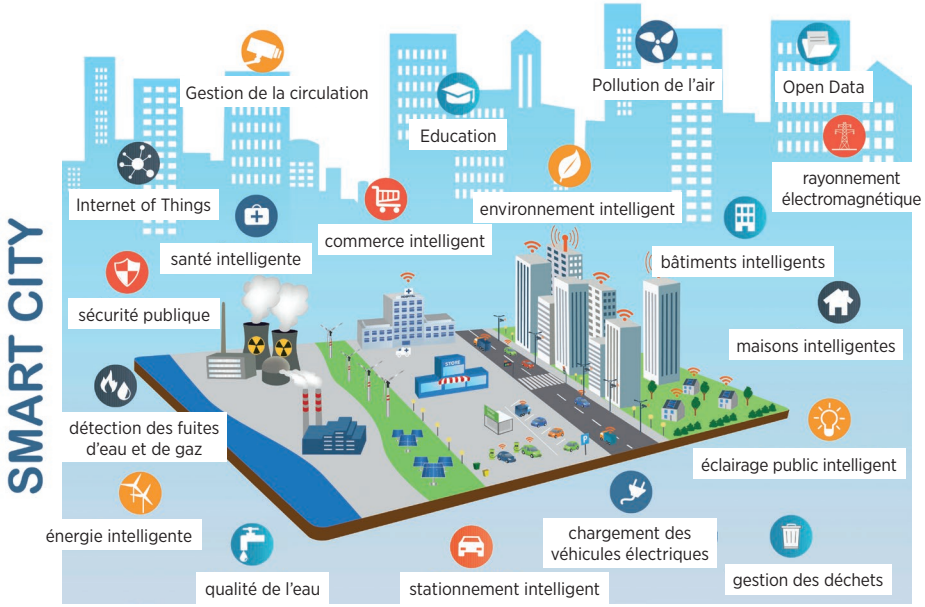
À l'ère des technologies de l'information et de la ville intelligente, les citoyens sont en droit d'attendre qu'un nombre croissant de formalités administratives puissent être effectuées en ligne, notamment l'inscription auprès des services municipaux, la demande de différentes formes de soutien financier, l'inscription aux écoles et aux activités extrascolaires, etc. Cela peut améliorer l'efficacité et la convivialité de ces procédures, en améliorant l'expérience du public en matière d'accès aux services publics, ce qui renforce la confiance dans ces institutions. Cela ne doit toutefois pas se faire au détriment des utilisateurs qui éprouvent des difficultés à utiliser les technologies de l'information, mais plutôt offrir la possibilité de consacrer davantage de personnel de première ligne à les aider.

La transition vers des modes de prestation de services numériques est l'occasion de faire progresser la simplification administrative et la décentralisation. Le passage au télétravail a révélé toute une série de possibilités de révolutionner le travail de bureau, y compris dans l'administration publique. Si un grand nombre d'employés ne doivent plus se réunir pour travailler dans un même bâtiment, un plus grand nombre d'entre eux peuvent être réaffectés dans des quartiers différents afin de ne plus avoir à se déplacer aussi loin pour accéder en personne aux services.

L'amélioration du fonctionnement de la ville implique également de réévaluer la manière dont certains services fondamentaux sont fournis. Au cours des dernières décennies, le dogme néolibéral a dicté que les villes devaient externaliser le plus grand nombre possible de services au secteur privé, notamment la collecte et le traitement des déchets, les réseaux de distribution d'eau, la restauration des écoles et des centres communautaires et le nettoyage des bâtiments municipaux, souvent au détriment de la qualité et du coût des services à long terme.

En 2017, les marchés publics représentaient en moyenne 30,45 % des dépenses publiques dans les pays de l'OCDE, dont plus de la moitié provenait des gouvernements régionaux et locaux[lxvii]. Lorsque les villes s'approvisionnent en biens et services auprès de fournisseurs externes, elles doivent exiger les normes environnementales et sociales les plus élevées, notamment pour les projets de construction.

Par ailleurs, dans certains domaines, les ressources du secteur privé sont sous-utilisées et pourraient être mieux exploitées en mettant à disposition des foules d'informations que les autorités locales ont recueillies sur leurs villes. Des données ouvertes sur les réseaux de transport et de services publics permettent aux entreprises, aux organisations à but non lucratif et aux chercheurs de recenser les inefficacités dans le fonctionnement actuel des services, par exemple la cartographie des fuites d'eau.



- **Le passage à la fourniture de services numériques devrait être l'occasion de simplifier les procédures administratives en améliorant le flux d'informations entre les différents services locaux. La fourniture en personne doit être maintenue et adaptée aux utilisateurs qui ont des difficultés avec les nouvelles technologies.**

- **Les services publics devraient se rapprocher des citoyens grâce à des bureaux décentralisés dans différents quartiers. Ce rapprochement peut s'accompagner de campagnes sur mesure pour cibler des groupes démographiques plus difficiles à atteindre en raison de la langue et d'autres problèmes.**

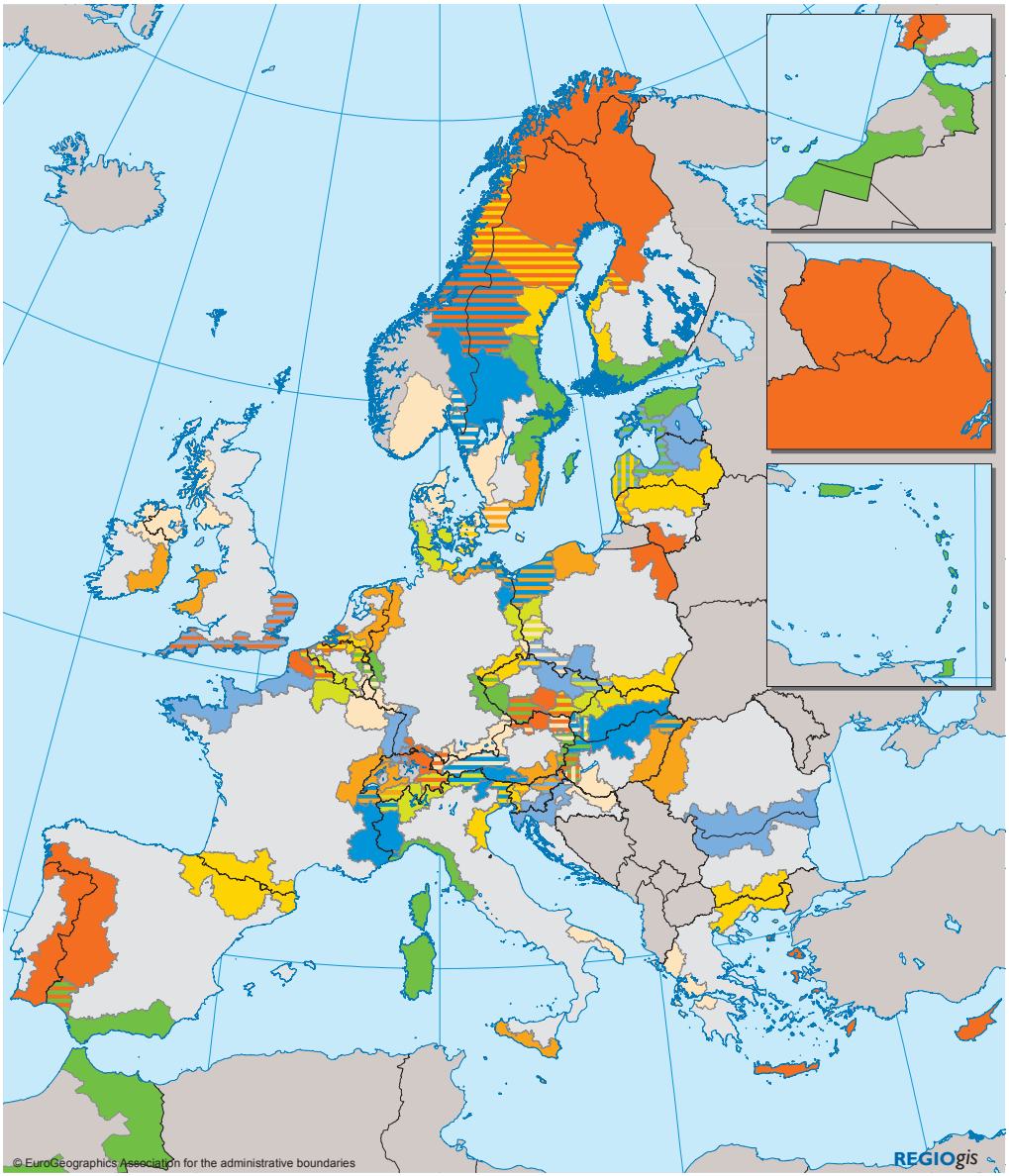
- **Les travailleurs urbains, qu'ils soient directement employés ou qu'ils travaillent pour des sous-traitants, doivent recevoir un revenu de subsistance, conformément à la convention collective applicable, et aucun écart de rémunération ne doit exister entre les sexes.**

- **La viabilité des services externalisés doit être réévaluée en tenant compte de leurs implications financières à long terme et des conditions de travail des employés du sous-traitant. La ville de Paris et ses communes voisines ont remunicipalisé les services de gestion de l'eau et ont constaté une amélioration des coûts et de l'efficacité des services[68]. L'Autorité du Grand Londres cherche à placer le train de banlieue sous contrôle public afin d'en améliorer l'accessibilité et l'intégration avec les autres modes de transport.[69]**

- **Pour autant que cela ne soit pas préjudiciable au fonctionnement des services publics, les villes doivent mettre à la disposition du public un maximum de leurs données afin d'apporter des solutions innovantes aux inefficacités potentielles.**

6.4. **Coopération au-delà des frontières**

Fonds structurels 2007-2013: programmes de coopération transfrontalière



Tout au long de l'histoire, les villes frontalières ont prospéré en tant que carrefours à l'intersection des cultures et des routes commerciales. Bon nombre des plus grandes villes de nos continents sont proches des frontières actuelles et font très souvent partie de zones urbaines et de conurbations transfrontalières avec des schémas intégrés de déplacements et de loisirs.

Il n'est pas nécessaire que les villes soient adjacentes pour coopérer. Les réseaux thématiques gérés par le programme URBACT de la Commission européenne, les projets gérés par les associations EUROCITIES et Eurotowns et le rôle institutionnel du Comité européen des régions offrent des espaces précieux pour l'échange de bonnes pratiques. Les villes européennes devraient avoir un rôle beaucoup plus important dans l'élaboration des politiques de l'UE. C'est pourquoi le travail de nos collègues du groupe PSE au Comité européen des régions est si précieux. À un niveau plus modeste, les programmes de jumelage de villes offrent des possibilités d'échanges culturels qui rendent les réalisations de l'intégration européenne plus concrètes et plus visibles.

Les initiatives communes telles que la Convention des maires, qui s'engagent à mettre en oeuvre les objectifs de l'UE en matière de changement climatique, doivent être saluées, tout comme les forums internationaux tels que la Convention mondiale des maires et les villes du C40 qui montrent la voie à suivre en matière d'action climatique.

- **La proposition de la Commission européenne relative à un mécanisme transfrontalier européen (ECBM) devrait être soutenue afin de simplifier et d'encourager davantage la coopération territoriale par-delà les frontières européennes.**

- **Les autorités municipales doivent être fonctionnelles, et non limitées par des questions de compétence. Par conséquent, les gouvernements régionaux et nationaux devraient faciliter les partenariats transfrontaliers entre les villes de toutes tailles, dans toutes les régions d'Europe.**

- **Le financement INTERREG doit continuer à soutenir le développement de la coopération administrative transfrontalière, ainsi que l'infrastructure qui l'accompagne.**

- **Les municipalités doivent saisir les occasions d'apprendre les unes des autres et s'inspirer mutuellement pour élever leurs ambitions grâce à des engagements communs en faveur d'objectifs progressistes.**

- **En accord avec nos collègues du groupe PSE au Comité européen des régions, nous demandons que les villes soient étroitement associées à l'organisation de la prochaine Conférence sur l'avenir de l'Europe.**[70]

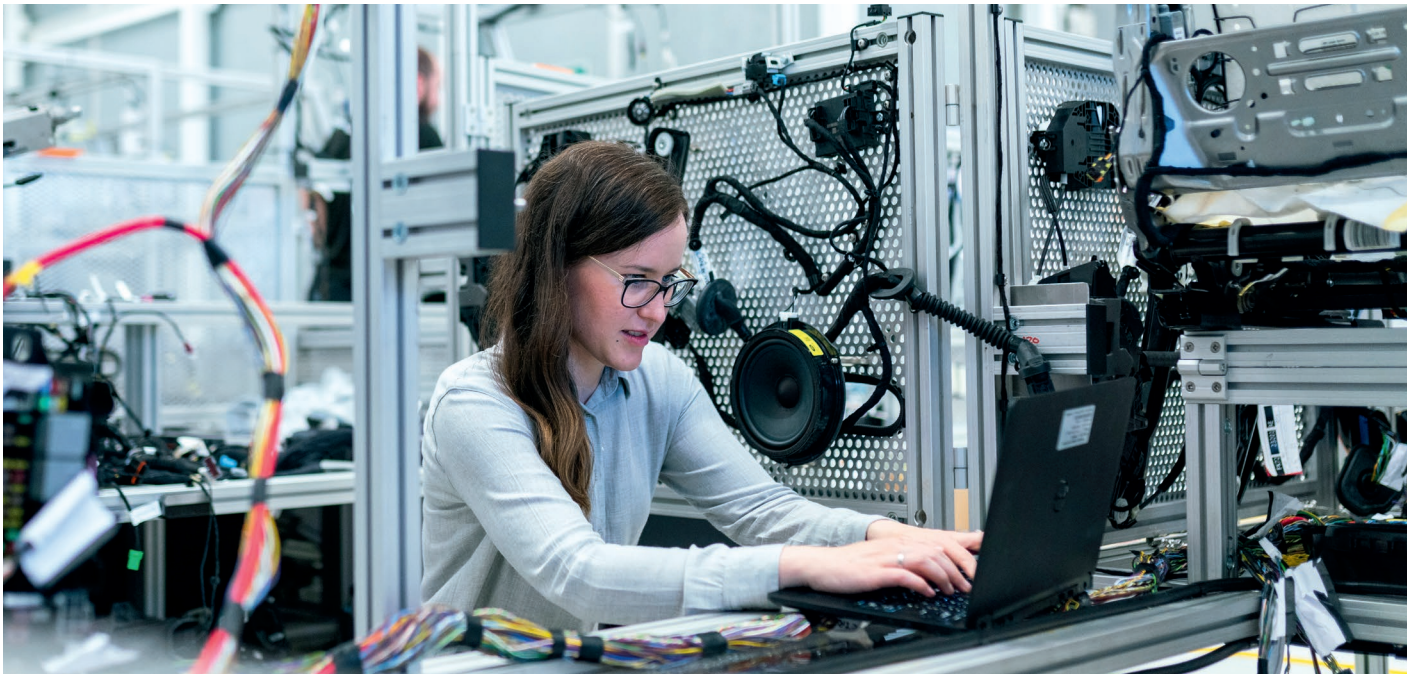
7 CONSTRUIRE DES ÉCONOMIES URBAINES QUI FONCTIONNENT POUR LE PLUS GRAND NOMBRE

Grâce à leurs effets de regroupement, les villes sont les moteurs de la croissance économique et de la création d'emplois sur notre continent. En concentrant les travailleurs et les entreprises au même endroit, les villes permettent à ces dernières de répondre plus facilement à leurs besoins d'embauche et aux premiers de trouver les postes qui correspondent le mieux à leurs compétences. En conséquence, les villes représentent 77,4 % des emplois dans l'UE, avec 53 % des entreprises situées dans les villes européennes et les grandes villes. 75 % des villes surpassent le reste du pays en termes de croissance économique[71].

7.1. **Pôles dynamiques d'activité et d'innovation sociale**

Les villes doivent rester des environnements favorables aux entreprises dans lesquels les industries vertes et numériques de demain peuvent émerger et dans lesquels les citoyens peuvent trouver du travail. C'est également le rôle des municipalités de favoriser un environnement favorable aux entreprises. Nos politiques d'investissement social sont d'une grande aide à cet égard, en garantissant que les entreprises puissent répondre à leurs besoins en matière d'embauche de travailleurs qualifiés. L'amélioration de la qualité de vie permet également d'accroître la productivité de la main-d'oeuvre. C'est pourquoi nous continuerons à lutter pour les droits des travailleurs et les protections sociales à tous les niveaux. L'économie urbaine ne doit pas devenir une économie à la tache où les individus sont traités comme des objets jetables par des employeurs qui les exploitent.

Toutes sortes d'activités économiques devraient avoir leur place dans les villes, des entreprises de services à l'industrie manufacturière, et même l'agriculture urbaine. Le fait de disposer d'une base de production diversifiée peut aider les villes à surmonter les crises sectorielles et à fournir des biens et des services adaptés aux besoins spécifiques des habitants qui n'ont pas besoin de parcourir la moitié du globe. Le pacte vert pour l'Europe et le Fonds pour une transition juste devraient être utilisés pour aider les usines des zones urbaines à passer à un modèle peu polluant. Les innovations dans l'agriculture urbaine et le regain d'intérêt pour le jardinage communautaire permettent aux villes de soutenir la biodiversité, comme les insectes et les oiseaux, tout en fournissant des sources alternatives de nourriture.



« Les Zukunftsorte - sites d'innovation - de la ville jouent un rôle important dans notre stratégie. Le dernier en date, celui de Siemensstadt, a été inauguré au début du mois d'avril 2019. Le financement de l'UE, en particulier celui provenant des Fonds structurels et du programme-cadre pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration, sont utilisés pour relier la science, la recherche et les entreprises. »

– Michael Muller, maire de Berlin, Allemagne

Le niveau local est essentiel au développement d'écosystèmes viables d'économie sociale de coopératives, d'entreprises sociales, de sociétés mutuelles, d'associations à but non lucratif et de fondations. Ces organisations à vocation sociale poursuivent des objectifs très similaires à ceux des villes progressistes : lutte contre la pauvreté, amélioration de l'inclusion et réduction des déchets, entre autres. Leur modèle participatif reflète celui que nous voulons voir façonner les décisions de politique publique. Les villes ont beaucoup à gagner en encourageant leur développement par des partenariats et un soutien matériel, car leurs actions peuvent être complémentaires de celles des pouvoirs publics. Les épiceries solidaires, les magasins de seconde main, les initiatives d'upcycling et de freecycling, les coopératives de logement – dont beaucoup utilisent leurs activités pour aider à l'intégration des personnes menacées d'exclusion du marché du travail – contribuent tous à la construction de villes équitables et durables. Comme toutes les autres PME, elles sont confrontées à un certain nombre de défis lorsqu'elles opèrent en milieu urbain.

L'une des plus grandes difficultés auxquelles sont confrontées toutes les entreprises dans les villes est la hausse des loyers, qui est particulièrement problématique pour les petites entreprises indépendantes et les start-up. Comme pour le logement résidentiel, il existe un certain nombre d'initiatives que les autorités locales peuvent prendre pour faire face à l'incidence du développement immobilier spéculatif. De nombreux petits magasins sont vulnérables à la concurrence des centres commerciaux de la périphérie qui dépendent de la voiture, et des détaillants en ligne qui sont en mesure d'optimiser leur facture fiscale. La suprématie des centres commerciaux périphériques qui sont en mesure de vendre moins cher que les petits commerces de quartier risque d'endommager irrémédiablement le tissu des petites entreprises qui rendent chaque ville unique. Le déclin des commerces de centre-ville et de quartier augmente la nécessité de recourir à la voiture pour les équipements essentiels, ce qui crée une inégalité spatiale supplémentaire et des problèmes de mobilité. Comme nous l'avons vu plus haut, les villes sont aussi des centres d'éducation. Les capacités d'innovation des universités, des autres établissements d'enseignement supérieur et des centres de recherche qui les accompagnent peuvent servir de catalyseur pour le développement économique, grâce à l'émergence de nouvelles technologies et de nouveaux processus. Cela ne peut se faire que si les étudiants et les chercheurs du monde entier disposent des infrastructures et du soutien nécessaires, notamment en matière de logement. Les municipalités peuvent également contribuer à l'établissement de lieux qui facilitent l'émergence de nouvelles entreprises, tels que les pépinières d'entreprises et les espaces de travail partagé.

Les secteurs créatif et culturel, l'industrie du divertissement et l'horeca sont essentiels au tissu économique de nombreuses villes et font souvent partie des raisons pour lesquelles de nombreux résidents et touristes sont attirés par une ville en particulier. Le réseau établi par l'initiative relative au nouveau Bauhaus européen peut aider à créer des pôles d'activité, de recherche et d'innovation, où les citoyens, les étudiants et les chercheurs de différents groupes apparentés ont la possibilité d'exprimer et d'apporter leurs idées en relation avec le fonctionnement des villes.

Les personnes qui travaillent en dehors des heures de bureau constituent l'économie du soir et de la nuit, dont les intérêts doivent être mis en équilibre avec les besoins des résidents.

- **Un soutien accru doit être offert aux petites entreprises établies dans les centresvilles qui sont confrontées à l'augmentation en flèche des loyers. La ville de Paris propose aux petites entreprises et aux travailleurs indépendants des locaux commerciaux vacants qu'ils peuvent utiliser comme bureaux ou espaces de travail partagés.**

- **Les autorités municipales devraient mettre en place des restrictions urbanistiques pour les développements de centres commerciaux périphériques supplémentaires afin de ramener les investissements commerciaux dans les centres-villes et les autres quartiers.**

- **Le shopping en ligne a continué à gagner des parts de marché, menaçant la viabilité des magasins du centre-ville qui doivent faire face à des loyers croissants et sont incapables d'utiliser une comptabilité créative pour minimiser leur facture fiscale. L'UE doit faire sa part dans le cadre du règlement sur les services numériques et de la taxe numérique afin de garantir des conditions de concurrence équitables au secteur européen du commerce de détail indépendant.**

- **Une personne ou un organisme spécifique doit être mis en place pour assurer la médiation entre les besoins de l'économie nocturne et ceux des résidents. Pionniers des boîtes de nuit et des salles de concert d'Amsterdam, des « maires de nuit » sont nommés dans toute l'Europe, de Prague à Mannheim.**

Madrid

7.2. **Des économies urbaines circulaires qui réduisent les déchets**

Dans sa brochure stratégique « The Circular Transition : Towards an economy that puts people first and respects the limits of the planet »[72], le PSE souligne notre engagement à évoluer vers un modèle circulaire de production et de consommation qui respecte les limites de notre planète. Cet engagement figure également dans notre manifeste de 2019.

La grande majorité de la population et de l'activité économique en Europe se trouvant dans les villes, les recommandations contenues dans ce document s'appliquent par définition au contexte urbain. Cependant, il y a certaines questions spécifiques pour lesquelles les gouvernements municipaux peuvent faire une différence encore plus grande si les gouvernements centraux leur donnent les ressources et le soutien appropriés.

En particulier, le double défi de la gestion des déchets et du recyclage est celui dont les villes sont le plus souvent directement responsables. Nous avons à cet égard quelques raisons d'être optimistes, car selon Eurostat, 55 % des déchets (à l'exclusion des principaux déchets minéraux) sont déjà recyclés[73]. Ces chiffres positifs masquent des disparités entre les villes qui n'ont pas les mêmes ressources à leur disposition pour investir dans de bons processus de recyclage.

Nous devons concevoir des stratégies d'économie circulaire qui réduisent la consommation et l'utilisation des ressources en général et qui peuvent être plus efficaces dans nos villes. Une économie circulaire contribuera à réduire les déchets et créera également des emplois, en séparant, recyclant, réparant et, enfin, en traitant les déchets. L'économie circulaire contribue aussi à renforcer les économies locales. Les villes doivent donc faire progresser leur action et leurs ambitions dans ce domaine. À cette fin, nous devons investir et encourager l'innovation dans l'utilisation de matériaux durables et boucler la boucle, ainsi qu'améliorer l'information et la prise de décision inclusive, en particulier au niveau des villes, concernant le processus d'économie circulaire.

Au-delà du seul recyclage, il est encore plus efficace de boucler la boucle de l'utilisation des matériaux pour éviter le gaspillage et revaloriser les ressources dans les biens produits. Bien que les incitations aux entreprises à cet égard restent principalement entre les mains des gouvernements centraux et de l'UE, les municipalités peuvent prendre des initiatives locales pour réduire la consommation en encourageant la réutilisation et le partage. La réparation et la remise à neuf ne peuvent pas être facilement délocalisées, et ces compétences offrent une possibilité de reconversion significative aux personnes exclues du marché du travail.

Les « bibliothèques de choses » de quartiers, où les membres de la communauté peuvent emprunter des outils de jardinage, du matériel de bricolage et d'autres appareils ménagers dont ils n'ont besoin que sporadiquement, réduisent la quantité de biens produits sans affecter le niveau de vie. Les articles qui ne sont utilisés que temporairement (comme les vêtements pour enfants) peuvent être transmis soit par prêt, soit par revente dans des boutiques caritatives.

- **L'incinération des déchets doit être une solution de dernier recours, et aucune nouvelle installation ne doit être financée par des fonds européens. Les investissements devraient plutôt être consacrés à l'amélioration de la collecte et du traitement des matériaux recyclables.**

- **Le financement et le soutien devraient être consacrés aux initiatives communautaires visant à partager, à réutiliser et à réparer les articles existants, grâce à des bibliothèques d'objets ou à des magasins d'occasion. Par exemple, la ville de Berlin a ouvert son propre grand magasin de meubles d'occasion afin de réduire les déchets.**[74]

- **La Suède montre l'exemple en matière de chauffage urbain économe en énergie qui, grâce à l'amélioration des technologies de transfert de chaleur, est de plus en plus capable de réutiliser l'énergie résiduelle des industries locales pour chauffer les maisons. Cet exemple devrait fixer les nouvelles normes pour les villes qui investissent dans le chauffage urbain.**

- **Les villes peuvent contribuer au programme de développement durable des Nations unies en veillant à ce que leurs chaînes d'approvisionnement en matière de marchés publics soient conformes aux normes de l'Organisation internationale du travail. Le programme « Fair Trade Towns » met en avant les villes qui se sont engagées à acheter des produits issus du commerce équitable et à encourager leur disponibilité chez les détaillants locaux.**

La centrale alimentée par déchets à Linkoping, en Suède, qui produit de l'électricité et chauffe l'eau pour les particuliers et les entreprises, exploite 90 % de l'énergie totale. Ce système centralisé de «chauffage urbain» chauffe de nombreux bâtiments en Suède.

7.3. **Un accord plus équitable pour le tourisme**

Comme le souligne la déclaration du réseau ministériel du PSE sur le tourisme, le tourisme joue un rôle central dans les sociétés européennes en tant que moteur du bien-être des citoyens, contribuant à la cohésion sociale, à l'emploi et à la croissance économique[75]. Les voyages et les secteurs connexes représentent 10,3 % du PIB et 11,7 % de l'emploi total[76]. De nombreuses villes et communautés des régions les moins développées de l'Union en sont venues à dépendre fortement des revenus du tourisme pour améliorer leurs perspectives économiques et réaliser les investissements à long terme nécessaires à leur développement durable.

En outre, le tourisme est le meilleur moyen de découvrir la richesse et l'étendue de la diversité de notre Union, en établissant des liens par-delà les frontières et en développant une compréhension commune de nos identités européennes. Nous soutenons un type de tourisme qui facilite ces opportunités d'échanges culturels et d'apprentissage mutuel, tout en permettant aux travailleurs à travers le continent de savourer leurs vacances durement gagnées. Il convient de soutenir autant que possible le tourisme durable, y compris en ce qui concerne les voyages et les activités à destination.

Dans de nombreuses villes, cependant, le tourisme a eu un prix, le plus évident étant la pression à la hausse sur les prix des logements et le remodelage de certains quartiers pour répondre à une clientèle de touristes. La dépendance excessive à l'égard des revenus du tourisme peut rendre les villes vulnérables aux chocs exogènes, par exemple la pandémie de Covid-19 et les restrictions de santé publique qui l'accompagnent.

Bien que de nombreuses personnes bénéficient économiquement des revenus du tourisme, la conversion de logements résidentiels en logements touristiques par des intermédiaires en ligne comme Airbnb a entraîné une augmentation des coûts du logement. Les citoyens locaux doivent être consultés à chaque étape du processus et leurs besoins et leur qualité de vie doivent être protégés.

Cracovie

- **Impliquer les résidents locaux dans la prise de décision concernant les infrastructures et les équipements touristiques.**

- **L'UE devrait introduire des politiques anti-spéculation visant la croissance explosive des locations d'appartements à court terme et l'accumulation de biens immobiliers appartenant à des fonds d'investissement et à des fonds vautours. En particulier, les locations à court terme via les plateformes en ligne devraient payer les mêmes taxes et cotisations d'assurance que les hôtels, auberges et immeubles locatifs ordinaires. Une alliance de villes dirigée par les maires de Paris et de Florence a demandé à la Commission européenne de réglementer les locations de logements à court terme dans le cadre du règlement relatif aux services numériques.**

- **Dans le contexte de la pandémie de Covid, Lisbonne a lancé Renda Segura, un programme par lequel la municipalité prend des baux de cinq ans sur des locations de vacances avant de les sous-louer en tant que logements abordables.**[77]

8 RENOUVELER NOTRE ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'INVESTISSEMENT À LONG TERME DANS LES VILLES

Les énormes besoins financiers liés à la transition verte nous obligent à repenser fondamentalement l'ampleur des investissements urbains. La Commission mondiale sur l'économie et le climat a estimé en 2015 que d'ici à 2030, 93 millions de dollars supplémentaires seraient nécessaires dans les infrastructures à faibles émissions pour rester sur une trajectoire de 1,5°C.[78]

En plus de la durabilité environnementale, le financement doit être consacré à relever les défis en constante évolution de la durabilité sociale qui ont été énumérés ci-dessus. C'est pourquoi nous, socialistes et démocrates, soutenons une série de mesures qui permettent aux villes de toutes tailles d'investir dans leur économie locale et leur transition verte, grâce à une combinaison de financements européens, nationaux et privés.

8.1. **Financement public**

La part des investissements publics provenant des collectivités locales est restée relativement stable au cours des deux dernières décennies, s'établissant à environ 55 %, ce qui signifie qu'elle a également été victime de l'austérité néolibérale au cours des années qui ont suivi la crise de 2008. Cela a considérablement affaibli et continue d'affaiblir la capacité des villes à réaliser l'audacieux programme progressiste que nous avons défini ici.

Si le commissaire européen aux affaires économiques Paolo Gentiloni, issu du PSE, a réussi à obtenir la suspension des règles du Pacte de stabilité et de croissance (PSC) pour faire face à la crise immédiate liée à la Covid-19, nous pensons qu'un changement fondamental reste nécessaire. Nous appelons à l'instauration d'une « règle d'or budgétaire », selon laquelle certains investissements publics sont exclus des règles budgétaires.

Dans les pays où les municipalités bénéficient d'une faible protection constitutionnelle, les gouvernements centraux conservateurs et réactionnaires sont connus pour réduire le financement des villes progressistes afin d'opérer une pression sur elles et de limiter leur capacité à mettre en oeuvre des politiques alternatives. Nous devons dénoncer ces pratiques à la moindre occurrence.

- **Les investissements publics doivent être exclus en permanence des exigences du PSC afin de permettre aux villes de développer leur capital humain, de remédier à la pénurie de logements et de financer leurs besoins en infrastructures énergétiques et environnementales.**
- **Le financement provenant des gouvernements centraux doit rester cohérent et les autorités locales doivent disposer d'une certaine marge de manoeuvre dans la collecte des recettes, afin que les citoyens puissent avoir le dernier mot sur les services publics qu'ils souhaitent voir fournis dans leur ville.**
- **Accroître l'attractivité des villes petites et moyennes par rapport aux capitales et aux villes de second rang en améliorant les transports et la connectivité numérique.**
- **Nous appelons également à une réforme des normes comptables des budgets publics (SEC).**

8.2. **Financement européen**

Grâce aux dirigeants progressistes, nous avons pu conclure un accord ambitieux sur le prochain cadre financier pluriannuel et le Fonds pour la relance, renouvelant ainsi l'engagement de l'UE envers ses villes et régions et envers l'innovation sociale sur l'ensemble du continent.

« Il est particulièrement important de donner du pouvoir aux villes. Nous nous y engageons dans le cadre de la politique de cohésion, avec un peu plus de 16 milliards d'euros, destinés aux priorités et aux projets sélectionnés par les villes elles-mêmes sur la base de leurs propres stratégies de développement durable. »

– Elisa Ferreira, commissaire en charge de la cohésion et des réformes

Le financement de l'UE est disponible sous la forme de subventions provenant des programmes de la Commission, notamment le Fonds de cohésion, le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen Plus (FSE+) et Horizon Europe, et de prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI). Le programme du Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI) de la Commission, qui deviendra bientôt InvestEU, sert à souscrire des prêts de la BEI. Des conseils sur ces sources de financement sont disponibles via une plateforme spécifique pour les villes, créée dans le cadre de l'Agenda urbain pour l'UE, URBIS, ainsi que les outils d'assistance générale fi-compass, JASPERS, ELENA et JESSICA. L'efficacité de ces outils doit être jugée non pas sur la base des volumes prêtés, mais plutôt en fonction de leur capacité à atteindre les villes les plus défavorisées et les moins performantes. Les instruments de la Commission, en particulier, ont le devoir de chercher à soutenir des projets plus risqués qui ne peuvent compter sur aucune autre source de financement.

Si nous soutenons fermement les nouvelles mesures destinées à protéger l'utilisation des fonds européens et à empêcher qu'ils ne soient détournés par des pratiques commerciales frauduleuses ou corrompues rendues possibles par des violations systémiques de l'État de droit, les administrations municipales qui gèrent de manière responsable les fonds qu'elles reçoivent ne devraient pas être sanctionnées pour le comportement des gouvernements nationaux.

- **Les États membres et les régions devraient appliquer pleinement et complètement la nouvelle politique de cohésion 2021-2027, y compris les possibilités de flexibilité et d'adaptabilité. Les autorités devraient utiliser autant que possible les fonds qui leur sont alloués. Une assistance technique aux autorités locales, régionales et urbaines devrait être accordée pour accroître les synergies, échanger les meilleures pratiques, alléger la charge bureaucratique et faciliter les projets multifonds.**

- **La BEI et l'EFSI/InvestEU devraient consacrer des fonds aux domaines peu performants, si nécessaire, en soutenant des projets plus risqués.**

- **Un mécanisme de l'État de droit lié au budget de l'UE devrait permettre de garantir que les fonds continuent à parvenir aux villes, quelles que soient les défaillances du gouvernement central.**

8.3. **Financement privé**

Le financement durable est un secteur en expansion constante englobant de plus en plus d'opportunités d'investissement à long terme qui prennent en considération le risque climatique ou aident à financer la transition verte. Une étude de 2017 estime qu'il existe un potentiel de 1 200 milliards de dollars de possibilités d'investissement dans les zones urbaines en Europe et en Asie centrale, répartis entre six secteurs (voir tableau).[79]

Secteur	Possibilités d'investissement (en milliards de dollars US)
Déchets	17
Énergies renouvelables	88
Transports publics	116
Approvisionnement en eau soucieux du climat	64
Voitures électriques	46
Bâtiments écologiques	881
Total	1,200

Une méthode couramment utilisée pour exploiter les investissements privés est le partenariat public-privé, dans le cadre duquel les entreprises construisent des infrastructures économiques et sociales généralement fournies par les gouvernements, en échange d'une certaine forme de partage des risques. Bien que ces partenariats soient censés fournir des services supplémentaires à un coût moindre pour les finances publiques, sans un contrôle strict, ils peuvent faire peser une part disproportionnée de la charge du risque sur les organismes publics. Nous devons faire preuve d'une vigilance accrue afin de garantir que la facture des dépassements et des sous-performances ne soit pas laissée à la charge du public.[80]

Une autre solution s'offrant aux villes qui cherchent à exploiter l'argent privé tout en gardant le contrôle sur la façon dont il est dépensé est d'émettre des obligations « climatiques » ou « vertes » – bien que cette possibilité soit réservée aux États membres où les autorités locales sont autorisées à lever leurs propres fonds par l'émission de dettes. Contrairement à l'émission de dette traditionnelle, ces obligations permettent d'affecter les recettes à des projets visant à réduire l'incidence des villes sur le climat ou à atténuer les effets du changement climatique. Les obligations qui en résultent peuvent être certifiées durables sur le plan environnemental, attirant ainsi les fonds d'investisseurs qui évaluent les risques financiers liés au changement climatique ou ceux qui, comme les fonds de pension publics, poursuivent certains objectifs en matière de durabilité.

Le principal obstacle à l'émission d'obligations vertes par les villes est d'ordre technique, car ces dernières ne possèdent souvent pas d'expérience dans la gestion du financement sur le marché des capitaux et peuvent être confrontées à des coûts de transaction élevés en termes de certification et d'attraction d'investisseurs potentiels. Malgré ces contraintes, de nombreuses autorités menées par le PSE ont réussi à utiliser cette méthode pour financer les transports publics (Göteborg), la rénovation de logements (Hanovre), ainsi que de nouvelles écoles et des logements sociaux (Ile-de-France). Même des villes de taille moyenne comme Östersund ont réussi à lever des fonds de cette manière.[81]

La taxonomie des activités durables de l'UE[82], adoptée en juillet 2020, fournit une liste complète des activités qui contribuent à la réalisation des six objectifs suivants :

- **l'atténuation du changement climatique ;**
- **l'adaptation au changement climatique ;**
- **l'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines ;**
- **la transition vers une économie circulaire ;**
- **la prévention et le contrôle de la pollution ;**
- **et la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes .**

Toute activité économique qui contribue à au moins un de ces objectifs sans causer un préjudice important à l'un des autres est réputée conforme à la taxonomie. Cette dernière servira de base à l'élaboration d'une norme européenne sur les obligations vertes pour les produits financiers qui comprennent des investissements conformes à la taxonomie. Cela facilitera le processus de certification pour les villes qui souhaitent lever des fonds pour financer leur transition climatique.

- **À l'issue de sa consultation, la Commission doit agir rapidement pour présenter des propositions de norme européenne en matière d'obligations vertes. Ces obligations doivent être simples et faciles à comprendre pour les investisseurs et les émetteurs.**
- **Un soutien technique doit être fourni aux autorités municipales qui souhaitent émettre des obligations vertes, afin de les aider à obtenir la certification et de les mettre en relation avec des sources de financement.**

Alkmaar

9 CONCLUSION

Le présent document a décrit ce que nous considérons comme étant les principaux défis que devront relever les villes européennes au cours de la prochaine décennie si elles veulent rester des lieux de vie attractifs. Alors que les sociétés et le climat subissent des changements rapides et imprévisibles, il est de notre devoir, en tant que mouvement socialiste, de veiller à ce que l'épanouissement des citoyens et les besoins de la collectivité soient au coeur des politiques publiques qui façonnent les espaces urbains de demain.

Notre objectif a toujours été d'établir des liens entre les défis environnementaux, sociaux et économiques auxquels les villes sont confrontées. L'ensemble de la famille socialiste et démocratique, des conseillers municipaux jusqu'aux députés européens et aux commissaires européens, s'est engagée à faire régner la justice dans ces trois domaines à la fois. Les villes peuvent être les moteurs d'investissements durables sur le plan environnemental, tout en réduisant leur propre empreinte carbone, mais seulement si elles sont capables de devenir des phares en matière d'équité et de garantir des opportunités à tous.

Dans notre brochure politique d'accompagnement, intitulée « Changing the Focus : For a Society of Well-being », nous proposons un changement d'approche qui ferait d'une conception holistique du bien-être le principal objectif politique. En avançant des propositions qui ont pour but d'améliorer la vie quotidienne des citadins, nous avons voulu montrer ici à quel point ces

améliorations peuvent être concrètes et dans quelle mesure elles peuvent changer l'expérience de la vie urbaine.

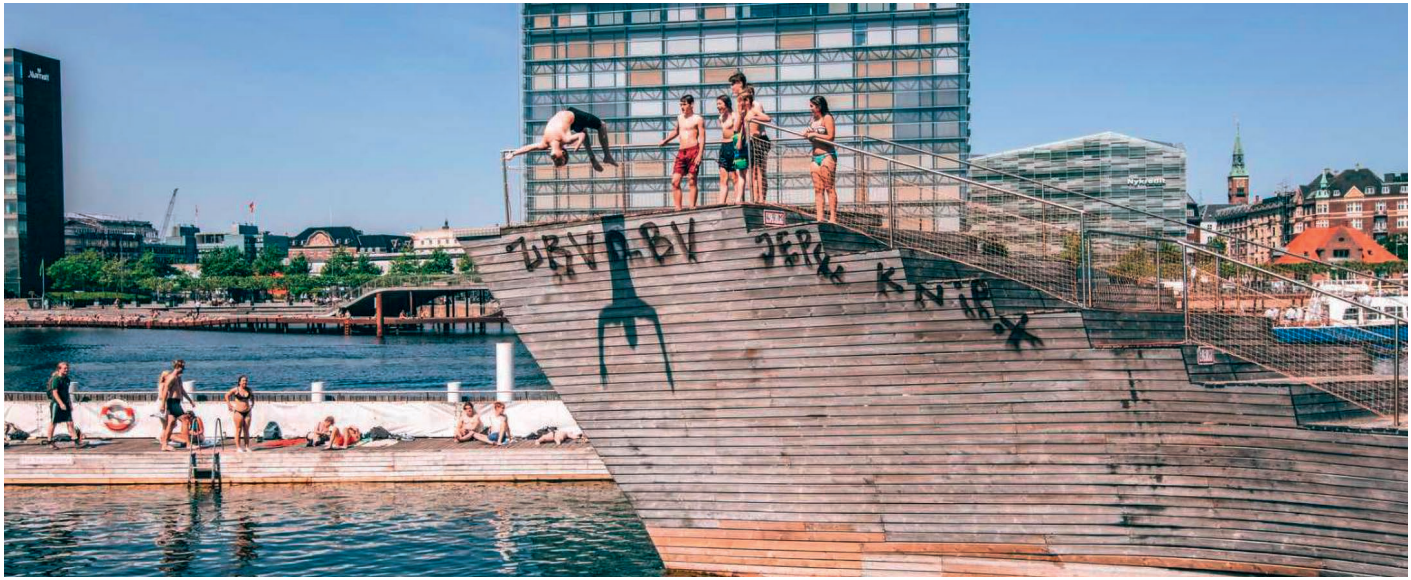
Nous avons également cherché à identifier les domaines dans lesquels les améliorations globales de la qualité de vie n'atteindront pas les groupes les plus à risque, et dans lesquels la municipalité peut et doit faire plus. L'accès à un logement abordable restera l'une de nos principales exigences dans les années à venir, jusqu'à ce que nous observions des actions concrètes au niveau de l'UE afin de soutenir ceux qui tentent de répondre à ce besoin fondamental de tous. La Vague de

rénovations proposée par le vice-président exécutif Frans Timmermans est un pas important dans la bonne direction, mais en termes d'investissement et de droit de la concurrence, les libéraux et les conservateurs ont beaucoup d'efforts à faire.

Les aspirations audacieuses de notre mouvement ne doivent pas être entravées par des ressources financières limitées. Nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas opérer la transition vers une économie à faible intensité de carbone, et c'est dans les villes que la majeure partie des investissements sera nécessaire. Il est de notre responsabilité, en tant que parti européen ayant des représentants dans les parlements nationaux, les gouvernements nationaux, le Parlement européen et la Commission européenne, de veiller à ce que les moyens nécessaires pour réaliser une transition juste soient mis en place, qu'ils soient à la mesure du défi et qu'ils atteignent les villes et les personnes qui en ont le plus besoin.

Un modèle de ville qui combine la justice sociale avec la durabilité environnementale et la participation démocratique est à portée de main ; en fait, de nombreuses villes progressistes en sont déjà à ce stade. Avec cette vision, nous voulons nous appuyer sur ce qui a été réalisé jusqu'à présent, afin de nous assurer que chaque ville en Europe se trouve sur la bonne voie pour devenir durable et équitable pour tous.

Copenhague



Notes

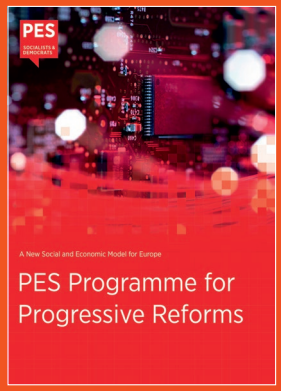
1 Dijkstra & Poelman (2012), Cities in Europe: the New OECD-EC Definition, https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/focus/2012_01_city.pdf
2 Les villes de second rang sont définies comme les plus grandes villes d'un pays, à l'exclusion de la capitale, dont « la performance économique et sociale est suffisamment importante pour affecter la performance de l'économie nationale » – ESPON (2016), « Second Cities Matter », ESPON Policy Brief, https://www.espon.eu/sites/default/files/attachments/ESPON_policy_brief_second_tier_cities_0.pdf
3 Conseil de l'UE (2020), Agenda territorial 2030, https://www.territorialagenda.eu/home.html
4 Conseil de l'UE (2016), Pacte d'Amsterdam, https://ec.europa.eu/futurium/en/system/files/ged/pactof-amsterdam_fr.pdf
5 Conseil de l'UE (2020), The New Leipzig Charter: The transformative power of cities for the common good, https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/brochure/new_leipzig_charter/new_leipzig_charter_en.pdf vi Ville de Vienne
6 Ville de Vienne (2019), « Vienna is the best city to live worldwide », https://www.wien.gv.at/english/politics/international/comparison/economist-ranking.html
7 PSE (2020), « Changing the Focus: For a Society of Wellbeing »,
8 Moreno, C. (2019), « The 15 minutes-city: for a new chrono-urbanism! », http://www.morenoweb. net/the-15-minutes-city-for-a-new-chrono-urbanism-pr-carlos-moreno
9 The Guardian (2020), « Paris mayor unveils "15-minute city" plan in re-election campaign », https://www.theguardian.com/world/2020/feb/07/paris-mayor-unveils-15-minute-city-plan-in-reelection-campaign
10 Agence européenne pour l'environnement (2019), Healthy environment, healthy lives: how the environment influences health and well-being in Europe Rapport nº 21/2019 de l'AEEhttps://www.eea.europa.eu/publications/healthy-environment-healthy-lives
11 The Guardian (2020), « Coronavirus park closures hit BAME and poor Londoners most », https://www.theguardian.com/uk-news/2020/apr/10/coronavirus-park-closures-hit-bame-and-poorlondoners-most
12 Commission européenne (2020), « Stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030 : Ramener la nature dans nos vies », https://eur-lex.europa.eu/legalcontent/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52020DC0380&from=FR
13 Institut pour une politique européenne de l'environnement (2017), Nature for Health And Equity http://www.foeeurope.org/sites/default/files/biodiversity/2017/briefing-nature-health-and-equity-march-2017.pdf
14 Barton & Rogerson (2017), « The importance of greenspace for mental health », BJPsych International, 14(4). https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5663018/
15 PSE (2020), Des soins de santé abordables et de qualité pour tous !
16 Pacte de Politique Alimentaire Urbaine de Milan (2015) Milan Urban Food Policy Pact, http://www.milanurbanfoodpolicypact.org/wp-content/uploads/2016/06/Milan-Urban-Food-Policy-Pact-EN.pdf
17 Commission européenne (2020), « Une stratégie "De la ferme à la table" pour un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement », https://ec.europa.eu/food/farm2fork_en
18 Courtin, E. & Knapp, M. (2015), « Social isolation, loneliness and health in old age: a scoping review », Health and Social Care in the Community, 25(3), 799–812, https://onlinelibrary.wiley.com/doi/pdf/10.1111/hsc.12311
19 Centres parents-enfants de Hambourg, https://www.elbkinderkitas. de/en/kinder_und_eltern/besondere_angebote/eltern_kind_zentren/index.html
20 Dimitrova, M. (2019), « Live healthy and pick fruits directly from gardens across Copenhagen for free », The Mayor EU, https://www.themayor.eu/en/live-healthy-and-pick-fruits-directly-from-gardensacross-copenhagen-for-free
21 Autorité métropolitaine d'Istanbul, (2020), Istanbul's Commitment to Principle 11 of the European Pillar of Social Rights on "Childcare and support for children", https://inclusivecities4all.eu/wpcontent/uploads/2020/09/Istanbul_pledge_to_principle_11-1.pdf
22 Parks - Umsetzungsbeispiel von Gender Mainstreaming, https://www.wien.gv.at/menschen/gendermainstreaming/beispiele/gruenraum.html
23 Comité européen des régions (2019), La culture dans une Union plus ambitieuse : le rôle des régions et des villes, https://cor.europa.eu/FR/our-work/Pages/OpinionTimeline.aspx?opId=CDR-4646-2019
24 Culture Action Europe (2013), Measure the impact of culture on wellbeing: A definition shaped by a desire for the future, https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwil9Jit84rqAhUDDewKHb7sD20QFjAAegQIAxAB&url=https%3A%2F%2Fcultureactioneurope.org%2Fdownload%2F%3Ffilename%3D%2Ffiles%2F2013%2F12%2Fculture-and-well-being-reflectionpaper. pdf&usg=AOvVaw1xLIhKyIiAeYaqh0FK396z
25 Eurostat (2020), « Le nombre de vols qualifiés enregistrés par la police dans l'UE-27 a baissé de 34 % entre 2012 et 2018 », Statistiques sur la criminalité, https://ec.europa.eu/eurostat/statisticsexplained/index.php/Crime_statistics/fr#Robberies_down_by_34.C2.A0.25_in_the_EU-27_between_2012_and_2018
26 Conseil européen pour le transport routier (2019), « 70% of road deaths in European cities are pedestrians, cyclists and motorcyclists », https://etsc.eu/70-of-road-deaths-in-european-cities-arepedestrians-cyclists-and-motorcyclists/
27 Dehbi, C. (2019), « La fonction de police orientée vers la communauté dans l'Union européenne aujourd'hui », Boîte à outils du Réseau européen de prévention de la criminalité, nº 14, p. 85, https://eucpn.org/sites/default/files/document/files/Toolbox%2014_FR_LR.pdf
28 Hills, C. (2020), « Stockholm's mental health ambulance could help the US rethink policing » , The World, https://www.pri.org/stories/2020-09-10/stockholms-mental-health-ambulance-could-helprethink-policing-us
29 Commission européenne (2019), « Road safety: European Commission sets out next steps towards "Vision Zero" including key performance indicators », https://ec.europa.eu/transport/themes/strategies/news/2019-06-19-vision-zero_en
30 Conseil de l'Europe (2020), « Promouvoir et protéger les droits des femmes au niveau national », https://www.coe.int/fr/web/genderequality/promoting-and-protecting-women-srights#{%2263001324%22:[5]}
31 Centro Senza Violenza, senzaviolenza.it
32 Tammaru et al. (2015), « A multi-factor approach to understanding socio-economic segregation in European capital cities », dans Socio-Economic Segregation in European Capital Cities: East Meets West, Taylor & Francis, https://library.oapen.org/handle/20.500.12657/32143
33 PSE (2018), Lutter contre les inégalités au sein de l'Union européenne, https://www.pes.eu/export/sites/default/.galleries/Documents-gallery/PES-combatting-inequality-2018_FR.pdf_2063069299.pdf

34 Parlement européen (2020), Rapport sur l'accès à un logement décent et abordable pour tous, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-9-2020-0247_FR.pdf
35 Ball, J. (2019), « "Housing as a basic human right": The Vienna model of social housing », New Statesman, https://www.newstatesman.com/spotlight/housing/2019/09/housing-basic-human-rightvienna-model-social-housing
36 Groupe du PSE au Comité des régions (2020), « Le logement abordable et durable doit devenir une des priorités du plan de relance pour l'Europe », https://pes.cor.europa.eu/node/24818
37 Eurofound (2012), « Quality of life in Europe: Impacts of the crisis », Third European Quality of Life Survey, p.105, https://www.eurofound.europa.eu/sites/default/files/ef_publication/field_ef_document/ef1264en_0.pdf
38 S&D Progressive Societies (2018), Sustainable Equality Report, pp. 111-112, https://www.socialistsanddemocrats.eu/sites/default/files/2020-06/en-report-of-the-independentcommission-for-sustainable-equality-2019-2024.pdf
39 Parlement européen (2020), Une Europe sociale forte pour des transitions justes, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/EMPL-PR-657413_FR.pdf
40 Bettina, F. (2017), « The Rise of Community Land Trust in Europe », LabGov, https://labgov.city/theurbanmedialab/the-rise-of-community-land-trust-in-europe/
41 O'Sullivan, F. (2020), « Barcelona's Latest Affordable Housing Tool: Seize Empty Apartments », https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-07-16/to-fill-vacant-units-barcelona-seizesapartments
42 Knight, B. (2019), « Berlin's new rent freeze: How it compares globally », https://www.dw.com/en/berlins-new-rent-freeze-how-it-compares-globally/a-50937652
43 Observatoire de la précarité énergétique (2020), « Indicators & Data », https://www.energypoverty.eu/indicators-data
44 Commission européenne (2020), « Renovation wave », https://ec.europa.eu/energy/topics/energyefficiency/energy-efficient-buildings/renovation-wave_en
45 Pleace, N. (2017), Housing First Guide Europe, https://housingfirsteurope.eu/assets/files/2017/03/HFG_full_Digital.pdf
46 Morabito & Vandenbroeck (2020), A Child Union! Reducing Inequalities in the EU through Investment in Children's Early Years, Foundation for European Progressive Studies, https://www.feps-europe.eu/attachments/publications/towards%20a%20child%20union%20%207.pdf.pdf
47 Kita-Gutschein, https://www.elbkinderkitas. de/en/kinder_und_eltern/finanzierung/kita_gutschein/index.html
48 Ville de Malmö (2020), « Malmö pledge », EUROCITIES Inclusive Cities for All, https://eurocities.eu/wp-content/uploads/2020/08/Malmo-pledge.pdf
49 Weedy, S. (2020), « Belgian cities' games packages for vulnerable kids in lockdown », Child in the City, https://www.childinthecity.org/2020/04/14/belgian-cities-games-packages-for-vulnerable-kids-inlockdown
50 Zecca, G. (2016), Implementing the Youth Guarantee at local level: challenges and opportunities, EUROCITIES, https://slideplayer.com/slide/13081971/
51 ATD Quart monde (2019), « Territoires zéro chômeur : le travail comme bien commun »,https://www.atd-quartmonde.org/territoires-zero-chomeur-le-travail-comme-bien-commun/
52 Jugenberufsagentur, https://www.jba-berlin.de/en
53 Métropole de Rennes, « L'accompagnement au numérique dans les espaces publics », https://metropole.rennes.fr/laccompagnement-au-numerique-dans-les-espaces-publics
54 https://www.pes.eu/export/sites/default/.galleries/Documentsgallery/AFeministEconomyForEurope_FINAL-WEB.pdf_2063069299.pdf
55 Groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (2018), Charter of Commitment Against Sexist Advertising, https://www.socialistsanddemocrats.eu/sites/default/files/Charter_Sexist_Advertising_en_180306.pdf
56 Ville de Malmö (2011), Implementation of the "Ten-point-plan of action" against racism and discrimination, https://www.eccar.info/sites/default/files/document/malmo_-_rapport2011.pdf
57 Carlot, P. (2020), « La Ville de Bruxelles se dote d'un plan d'action LGBTQI+ pour lutter contre les discriminations », RTBF Info, https://www.rtbf.be/info/regions/bruxelles/detail_la-ville-de-bruxelles-sedote-d-un-plan-d-action-lgbtqi-pour-lutter-contre-les-discriminations?id=10587633
58 Organisation mondiale de la santé (2007), Guide mondial des villes-amies des aînés, https://www.who.int/ageing/publications/Guide_mondial_des_villes_amies_des_aines.pdf
59 Criado-Perez, C. (2019), Invisible Women. Data Bias in a World designed for Men.
60 Commission européenne (2013), Reclaiming city streets for people: Chaos or quality of life?, https://ec.europa.eu/environment/pubs/pdf/streets_people.pdf
61 Criado-Perez, C. (2019)
62 Gössling, S. (2020), « Why cities need to take road space from cars – and how this could be done » , Journal of Urban Design, 25(4), https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13574809.2020.1727318
63 Mobiliteits zentral (2020), « Free transport », https://www.mobiliteit.lu/en/tickets/free-transport/
64 PSE (2019), « Un nouveau contrat social pour l'Europe », Manifeste du PSE 2019, https://www.pes.eu/export/sites/default/.galleries/Documents-gallery/PES-Manifesto-2019_FR.pdf_2063069299.pdf
65 Groupe PSE au Comité européen des régions (2019), « Progressive Cities and Regions Are Best Placed to Fight for Women's Rights in Europe », https://pes.cor.europa.eu/International-Womens-Day-19
66 OCDE (2020), Early Learning and Child Well-being: A Study of Five-year-Olds in England, Estonia, and the United States , OECD Publishing, Paris, https://doi.org/10.1787/3990407f-en.
67 OCDE (2019), « Marchés publics », Panorama des administrations publiques, https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=7aca3a92-4098-46a6-a0edfcd775329d0c&themetreeid=18
68 Reporterre (2019), « Comment Paris a repris le contrôle de la gestion de l'eau », https://reporterre.net/Comment-Paris-a-repris-le-controle-de-la-gestion-de-l-eau
69 Pennycook, M. (2020), « TfL must take over London's suburban rail to help our commuters », PoliticsHome, https://www.politicshome.com/thehouse/article/tfl-must-take-over-londons-suburbanrail-to-help-our-commuters
70 Groupe PSE au Comité européen des régions (2020), « Cities and regions must be part of the Future of Europe », https://pes.cor.europa.eu/cities-and-regions-must-be-part-future-europe

71 Comité européen des régions (2016), The growth potential of an integrated EU Urban Agenda, https://cor.europa.eu/en/engage/studies/Documents/Growth_potential_integrated_urban_agenda.pdf
72 PSE (2020), The Circular Transition : Towards an economy that puts people first and respects the limits of the planet, https://www.pes.eu/en/news-events/events/pes-brochures/
73 Eurostat (2019), « Record recycling rates and use of recycled materials in the EU », https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/9629294/8-04032019-BP-EN.pdf/295c2302-4ed1-45b9-af86-96d1bbb7acb1
74 O'Sullivan, S. (2020), « Berlin Now Has a City-Run Recycling Department Store », Bloomberg CityLab, https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-09-17/to-cut-waste-berlin-opens-its-ownsecondhand-shop
75 Réseau ministériel du PSE sur le tourisme (2020), « For a safe and coordinated relaunch of European tourism », https://www.pes.eu/export/sites/default/Downloads/PES-Documents/PESTourism-Ministers-Joint-declaration-For-a-safe-and-coordinated-relaunch-of-Europeantourism. pdf_2063069299.pdf
76 URBACT (2020), « "Be a voyager, not a tourist:" Introducing the Action Planning Network Tourism-Friendly Cities », https://urbact.eu/%E2%80%9Cbe-voyager-not-tourist%E2%80%9D-introducingaction-planning-network-tourism-friendly-cities
77 O'Sullivan, F. (2020), « Lisbon Has a Plan to Reclaim Housing From Airbnb », Bloomberg CityLab, https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-07-08/lisbon-s-plan-to-reclaim-vacationrentals-for-housing
78 CCFLA (2015), State of City Climate Finance 2015, Cities Climate Finance Leadership Alliance (CCFLA). http://ccfla.wpengine.com/wp-content/uploads/2015/12/CCFLA-State-of-City-Climate-Finance-2015.pdf
79 International Finance Corporation (2017), Climate Investment Opportunities in Cities : An IFC Analysis, https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/875afb8f-de49-460e-a66a-dd2664452840/201811-CIOC-IFC-Analysis.pdf?MOD=AJPERES&CVID=mthPzYg
80 Eurodad (2018), History RePPPeated: How Public Private Partnerships are failing, http://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/eurodad/legacy_url/396/1546956-history-repppeated-howpublic-private-partnerships-are-failing-.pdf?1594238168
81 KfW Research (2019) « Green bonds – a sustainable alternative for municipal infrastructure finance? », Focus on Economics, No. 245, https://www.kfw.de/PDF/Download-Center/Konzernthemen/Research/PDF-Dokumente-Fokus-Volkswirtschaft/Fokus-englische-Dateien/Fokus-2019-EN/Fokus-No.-245-March-2019-Green-Bonds.pdf
82 Règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088, https://eur-lex.europa.eu/legalcontent/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32020R0852

PUBLICATIONS DU PSE

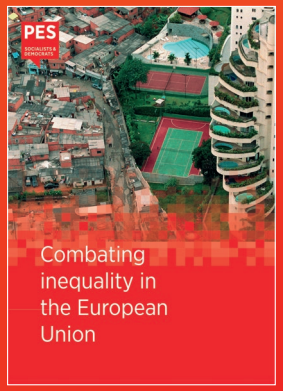
Mai 2016



Juillet 2017

Septembre 2017

Octobre 2018



Novembre 2018

Octobre 2018

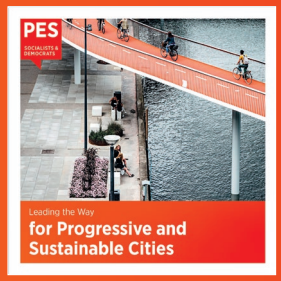
Juin 2020

Juillet 2020

Septembre 2020

Janvier 2021

Février 2021



Février 2021

Also here: **www.pes.eu/en/news-events/events/pes-brochures**
Disponibles en anglais, français, allemand et espagnol

Austria SPÖ

Belgium PS

Belgium SPA

Bulgaria BSP

Croatia SDP

Cyprus EDEK

Czech Republic CSSD

Denmark SD

Estonia SDE

Finland SDP

France PS

Germany SPD

Greece PASOK

Hungary MSZP

Ireland Labour

Italy PD

Italy PSI

Latvia Saskana

Lithuania LSDP

Luxembourg LSAP

Malta Labour

Netherlands PvdA

N. Ireland SDLP

Norway LP

Poland UP

Poland SLD

Portugal PS

Romania PSD

Slovakia SMER

Slovenia SD

Spain PSOE

Sweden SAP

UK Labour

Pour toute question sur les villes durables ou les politiques en la matière, veuillez contacter Michael Forte:
Michael.Forte@pes.eu

Suivez-nous sur
www.pes.eu
www.facebook.com/pes.pse
www.twitter.com/pes_pse
www.instagram.com/pes_pse

Parti Socialiste Européen (PSE)
10–12 Rue Guimard
1040 Bruxelles
Belgique
T +32 2 548 90 80
info@pes.eu

Cette publication a bénéficié du soutien financier du Parlement européen. L'auteur en est le seul responsable et le Parlement européen n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans la présente publication. Cette brochure a été imprimée sur un papier recyclé avec des encres à base d'eau respectueuses de l'environnement.

Février 2021

AISBL-BBCE-N 0897.208-032